

*Don de l'auteur
9/xii 1936*

L'ARBORICULTURE

FACTEUR ÉCONOMIQUE
POUR LE VALAIS

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
POUR L'OBTENTION DU GRADE DE
DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

MAURICE BOVIER

ACCEPTÉE PAR LA FACULTÉ DE DROIT LE 11 JUILLET 1936
SUR LA PROPOSITION DE M. LE PROFESSEUR Dr MAX TURMANN (PREMIER RAPPORTEUR)
ET DE M. LE PROFESSEUR EUGÈNE BONGRAS (SECOND RAPPORTEUR)



S I O N

IMPRIMERIE-LITHOGRAPHIE FIORINA & PELLET

1936

L'ARBORICULTURE

FACTEUR ÉCONOMIQUE
POUR LE VALAIS

Médiathèque VS Mediathek₁₀



1010866992

F
2104



2737

L'ARBORICULTURE

FACTEUR ÉCONOMIQUE
POUR LE VALAIS

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
POUR L'OBTENTION DU GRADE DE
DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

MAURICE BOVIER

ACCEPTÉE PAR LA FACULTÉ DE DROIT LE 11 JUILLET 1936
SUR LA PROPOSITION DE M. LE PROFESSEUR Dr MAX TURMANN (PREMIER RAPPORTEUR)
ET DE M. LE PROFESSEUR EUGÈNE BONGRAS (SECOND RAPPORTEUR)



S I O N

IMPRIMERIE-LITHOGRAPHIE FIORINA & PELLET

1936



TA 806

La Faculté n'entend approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs. (Décision de la Faculté du 1er juillet 1916).

A mes parents.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Aperçu historique sur la culture des arbres fruitiers en Valais avant 1868	11
--	----

PREMIERE PARTIE

Développement de l'arboriculture et du commerce des fruits en Valais, jusqu'à la fondation de l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf (de 1868 à 1923).

Chapitre premier.

Les sociétés d'agriculture, l'Association agricole, la Société d'horticulture, la Fabrique de Saxon : leur influence sur la culture des arbres fruitiers	19
--	----

Chapitre II.

L'Ecole d'agriculture d'Ecône et le rôle de l'Etat dans le développement de l'arboriculture en Valais	26
---	----

Chapitre III.

Le commerce des fruits en Valais durant les périodes : 1868—1900 ; 1900—1914 ; 1914—1919 ; 1919—1923	36
--	----

DEUXIEME PARTIE

Importance que prennent l'arboriculture et le commerce des fruits de 1923 jusqu'à nos jours .

Chapitre premier.

L'Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf et ses différents services intéressant l'arboriculture	49
---	----

Chapitre II.

Extension de la culture des arbres fruitiers de 1923 à nos jours : la Société de Pomologie, les pépinières commerciales et le recensement cantonal des arbres fruitiers de 1926 .	58
---	----

Chapitre III.

Commerce des fruits en Valais de 1923 à nos jours	69
---	----

TROISIEME PARTIE

Organisation de la production et de la vente des fruits en Valais.

Chapitre premier.

1. L'Union des expéditeurs de fruits du Valais .	79
2. Les syndicats locaux et la Fédération valaisanne des producteurs de fruits et légumes .	82

Chapitre II.

1. L'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes et son Office central	84
2. Service de contrôle des expéditions de fruits et légumes	90

Chapitre III.

L'arboriculture en tant que facteur économique pour le Valais	95
---	----

CONCLUSION

Orientation et possibilités de développement de l'arboriculture en Valais	101
---	-----

INTRODUCTION



Aperçu historique sur la culture des arbres fruitiers en Valais avant 1868

La culture des arbres fruitiers est loin d'être récente en Valais. Une opinion assez reçue veut que ce soient les Romains qui l'y aient introduite. Cela n'a rien d'invraisemblable, car ceux-ci avaient pour coutume d'apporter dans les pays conquis et leur civilisation et leurs cultures.¹⁾ D'ailleurs ceci expliquerait pourquoi, à des époques assez proches de nous, des arbres fruitiers, à l'état sauvage, ont été trouvés en Valais.

Après les grandes invasions, ce furent les monastères qui conservèrent le secret de beaucoup de cultures ; par rayonnement, elles se répandirent, petit à petit, un peu partout. A une époque plus rapprochée de nous, leur activité civilisatrice dans ce sens nous est connue. Les pères Chartreux de Paris propagèrent, de 1675 à 1789, plus d'un million de poiriers, tant en France qu'à l'étranger.²⁾ L'espèce des poiriers ne fut pas la seule à être ré-

¹⁾ Il est sûr que certains colons romains se fixèrent en Valais ; ils y amenèrent probablement avec eux quelques essences fruitières. Par exemple, la ferme d'Ecône, qui à l'heure actuelle est bien arborisée semble avoir appartenu à un chevalier romain du nom de Esquinius (d'où Ecône). Documents valaisans, de Gremaud N. 1186.

²⁾ Dictionnaire de Pomologie, d'André Leroy, p. 50, tome I, Paris 1867.

pandue par eux ou par d'autres maisons. Ne peut-on pas supposer qu'une partie de ces arbres parvint en Suisse romande et, par la suite, jusqu'en Valais ?

Il ne faut pas oublier non plus le rôle de nos soldats au service des princes étrangers, qui lors de leur retour au pays ramenaient avec eux tantôt un pied de vigne, tantôt une variété de fruits qui leur avait paru digne d'intérêt.

Le premier document, qui parle d'une façon précise de notre arboriculture remonte à 1812. Dans sa «Description du Département du Simplon», le Docteur Schiner cite «les superbes vergers, bien arborisés et garnis de toute sorte d'arbres fruitiers, de Martigny». ³⁾ En remontant, il parle des arbres fruitiers de Saxon ⁴⁾ et des noyers de Riddes. ⁵⁾ Puis, il arrive au Centre : «Sion produit aussi de bons melons, d'excellents abricots, des pêches fort savoureuses, ainsi que des pommes et des poires de toute espèce, et enfin des raisins et figues en quantité.» ⁶⁾ «A Sierre sont de bons vergers dont les arbres plient sous le poid des pommes». ⁷⁾

Pour compléter cette énumération arboricole, nous trouvons dans «les Alpes pittoresques» deux passages dignes d'être notés ⁸⁾ : «Aux portes de Sion, sa capitale (du Valais), vous trouvez le grenadier et la figue d'Inde ; marchez 2 heures et châtaigniers et noyers se montreront» — Dans le même livre il est dit : «qu'un spirituel anglais, M. Coxe, se félicite, dans ses lettres d'avoir pu goûter le même jour à Sion, des cerises, des fraises, des prunes, des poires et du raisin» ?

³⁾ Dr Schiner, Description du Département du Simplon, p. 465, Sion 1812.

⁴⁾ Idem p. 454.

⁵⁾ Idem p. 455.

⁶⁾ Idem p. 345.

⁷⁾ Idem p. 304.

⁸⁾ Les Alpes pittoresques, p. 83. Description de la Suisse publiée sous la direction du Vicomte Alcide de Forestier, Paris 1837.

Avec l'ouverture de la ligne d'Italie⁹⁾ une ère économique nouvelle commença pour le Valais. La rareté et la lenteur des moyens de locomotion avait, jusque là, profondément entravé l'importation des plants et des arbres. Comme notre canton ne possédait pas de pépinières, le développement arboricole en était ralenti et les espèces existantes risquaient de dégénérer et de s'appauvrir.

Peu à peu, le chemin de fer poussa ses voies jusqu'à Sion, puis, finalement jusqu'à Brigue. Il modifia profondément la situation du Valais, permettant un accès plus facile à toutes sortes de marchandises dont on s'était passé jusque là. Rapidement les importations augmentèrent tandis que les exportations restaient sensiblement les mêmes, d'où il résulta un déséquilibre dangereux pour l'économie du pays. Pour y remédier, on tenta d'améliorer ses ressources agricoles. En 1867, un décret institua dans ce but une commission agricole.¹⁰⁾ Devant cet état de choses naquit également l'idée de former des sociétés d'agriculture.

A partir de 1800 et jusqu'en 1868, il n'y eut pas de progression dans l'arboriculture. Au contraire peut-être, dans certains endroits, par suite du manque de soins ou de l'apparition de maladies, elle subit une forte régression.¹¹⁾ Mais durant cette période, quelques essences, presque disparues à l'heure actuelle, étaient cultivées d'une façon assez générale. Ainsi, les figuiers, les grenadiers, les amandiers et les pêchers trouvaient communément une place dans les vignes qui couvraient les

⁹⁾ La ligne d'Italie fut commencée en 1859, elle arriva jusqu'à Sion en 1860 et jusqu'à Brigue en 1878. «Travaux statistiques du Canton du Valais» 1908, p. 447.

¹⁰⁾ Un essai dans ce sens avait déjà été fait en 1845. «Gazette du Valais» 1845, No 25. Pour 1867 voir Recueil des Lois, Décrets et Arrêtés, tome II, p. 49.

¹¹⁾ Ainsi, en 1875, «Le Villageois» écrit «que le district de Monthey qui exportait en 1810 pour 90,000 fr. de pommes et de poires a vu sa production baisser d'une façon désastreuse».

versants ensoleillés de la région du Centre. De ces espèces, le grenadier a disparu, le figuier et l'amandier se trouvent encore à de rares exemplaires, et le pêcher s'est transporté du vignoble au jardin fruitier. Les châtaigniers et les noyers, arbres fort communs à cette époque diminuèrent dans de grandes proportions.

Le fond de l'arboriculture était constitué par les pruniers et les cerisiers, arbres résistants et ne réclamant que peu de soins, qui convenaient parfaitement à une technique culturale très empirique. Quant aux poiriers et aux pommiers, représentés, surtout par des variétés à cidre ou à cuire, ils n'avaient pour ainsi dire aucune importance commerciale. Les abricotiers, encore à l'état de spécimens, ne jouaient aucun rôle en dehors de la consommation ménagère.

A cette époque, les maladies et les parasites des arbres fruitiers n'étaient pas si divers et si répandus qu'ils le furent par la suite. Leur développement suivit étroitement celui de l'arboriculture. Mais, à côté de cela, existait un important facteur de réussite : les conditions naturelles privilégiées du Valais.

La culture jouit avant tout de terrains (riches en potasse) dont la nature convient spécialement aux arbres fruitiers. Puis, il y a le vent qui est d'une aide puissante pour la fécondation. Ensuite, un climat sec et le « soleil du Valais » permettent à nos fruits d'atteindre un rare degré de maturité. Les alternatives de rosée et de soleil viennent encore renforcer cette action et donnent à nos fruits leur coloris et une saveur particulière. Sur les versants de la rive gauche du Rhône, le peu de soleil est compensé par la richesse des terrains.

Toutes les conditions nécessaires à la bonne réussite de l'arboriculture sont donc réunies en Valais. Mais il y a le gel ! A chaque printemps il se produit de brusques variations de température et en une nuit les récoltes peuvent être irrémédiablement compromises.

Avant 1868, le commerce des fruits n'existait, pour ainsi dire, pas. La consommation locale absorbait presque toute la production. Les quelques personnes qui s'occupaient de négoce, se rendaient principalement sur le marché de Vevey.¹²⁾ Ce commerce portait spécialement sur les prunes, et ensuite sur les pommes et les poires. Les cerises ne trouvaient un débouché que sur les marchés locaux, peu distants des lieux de production. Une partie des fruits servait à la fabrication du kirsch, du cidre ou du poiré. Les transports s'effectuant au moyen de chars, de mulets et quelquefois à dos d'homme, la portée économique d'un tel commerce, se trouvait forcément restreinte.

La période qui précéda 1868 vit donc une culture isolée, privilège de certains initiés, une production servant presque uniquement à la consommation ménagère et un commerce très limité, pratiqué par quelques rares revendeurs.

¹²⁾ Un faible commerce, se faisait peut-être aussi avec le canton de Berne en passant par les cols du Sanetsch et du Rawyl. Mais on n'en trouve pas mention, dans les différents documents ou journaux, pour les années qui précédèrent 1868.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les sociétés d'agriculture, l'Association agricole, la société d'Horticulture, la Fabrique de Saxon : leur influence sur la culture des arbres fruitiers

Pendant la période qui va de 1868 à 1923, l'arboriculture valaisanne chercha à se dégager des méthodes personnelles et routinières. Mais avant d'y parvenir elle dut passer par une longue série d'essais et de tâtonnements.

Il s'agissait avant tout, dans chaque espèce et sur un total de plusieurs centaines de variétés, de sortir un minimum de variétés prouvées bonnes. Pour faciliter et mener rapidement à bien une pareille entreprise, il eut été nécessaire que notre canton possédât un organe central ayant suffisamment d'autorité pour orienter et grouper toutes les recherches. Le climat particulier et si divers du Valais, exigeait qu'on ne s'en tint pas à quelques essais locaux, même concluants, pour recommander sur tout son territoire, une culture déterminée. Ce qui pouvait réussir à Saxon était susceptible de n'apporter que déboires dans la région de Viège ; au surplus, la différence entre le coteau et la plaine était encore plus déterminante.

Or, seuls des particuliers, pour leur compte personnel ou dans le cadre des sociétés d'agriculture, travaillèrent à sélectionner les variétés arboricoles, les modes

de culture et les traitements contre les maladies et les parasites. Leur œuvre fut certes méritoire ; mais leur action, restant isolée et par ce fait restreinte, les progrès vers une arboriculture à rendement commercial se montrèrent assez lents.

Les années qui précédèrent 1923 ont été marquées par l'impulsion donnée à la culture fruitière par les sociétés d'agriculture et par l'Etat. Leurs principaux moyens d'action furent : les cours d'arboriculture, les conférences, les primes d'encouragement aux pépinières, les expositions et les concours. Trois régions émergèrent nettement dès 1900. Leur développement provient : pour Martigny et Sion de l'activité de leurs deux sociétés d'arboriculture et, pour Saxon de celle de l'Ecole d'Ecône et de la Fabrique de conserves. La Société sédunoise d'agriculture et l'Ecole d'Ecône, spécialement, se révélèrent les deux foyers d'expansion arboricole dans notre canton.

Le 12 janvier 1868, une trentaine de personnes se réunirent à Sion et fondèrent la Société sédunoise d'agriculture.¹⁾ L'annonce officielle que la Société d'agriculture de la Suisse romande avait décidé de tenir à Sion, en 1868, un grand concours agricole, vint certainement hâter la fondation de cette société.

Favoriser le développement des cultures et de l'élevage dans le territoire de la commune et répandre les expériences nouvelles, tel était le but de la Société sédunoise d'agriculture.²⁾ Son succès fut rapide : 30 personnes avaient présidé à sa création, mais à la fin de sa première année d'activité, elle comptait déjà 212 membres actifs ou honoraires.³⁾

¹⁾ La Société sédunoise d'agriculture et le développement agricole de Sion par J. de Torrenté 1868—1908, p. 12.

²⁾ Statuts de la Société sédunoise d'agriculture, p. 3.

³⁾ La Société sédunoise d'agriculture et de développement agricole de Sion par J. de Torrenté, 1868—1908, p. 12.

Dès 1868, une commission spéciale eut pour tâche de s'occuper de la culture des arbres fruitiers.⁴⁾ A peine cette commission était-elle constituée qu'elle organisa un cours d'arboriculture, théorique et pratique.⁵⁾ Ce cours, d'une durée de 9 jours pleins, échelonnés sur 3 ans, fut donné assez régulièrement. En outre eurent lieu chaque année deux inspections des arbres fruitiers des sociétaires, ainsi qu'un concours de vergers et de plantations.⁶⁾ De nombreuses conférences furent faites pour vulgariser et propager l'arboriculture.

La société participa avec succès à tous les concours et expositions qu'il y eut dans le canton. Elle fournit également la meilleure part des collections de fruits qui furent exposées collectivement, sous le nom de «Fédération agricole Valaisanne» par les différentes sociétés d'agriculture, en Suisse et même à l'étranger.

Mais son œuvre la plus intéressante fut certainement l'élaboration du «Catalogue des pommes et poires du Valais». Aux expositions suisses de Weinfelden (1873), de Fribourg (1877) et de Lucerne (1881), les fruits valaisans avaient remporté un légitime succès et obtenu les meilleures récompenses. A Fribourg, par exemple, le Valais reçut un diplôme d'honneur pour sa collection de 150 variétés de pommes et 200 de poires.⁷⁾

A l'énoncé de ces chiffres, on s'aperçoit aisément que l'existence d'un si grand nombre de variétés ne pouvait qu'être un obstacle au développement agricole du pays. La Société sédunoise d'agriculture comprit qu'il fallait opérer une sélection et d'entente avec la Fédé-

⁴⁾ Un règlement pour la section arboriculture fut élaboré et adopté en 1874. (Protocole de la Société sédunoise, 1874).

⁵⁾ Statuts de la Société sédunoise et règlement de la section arboriculture, art. 15 et suivants. Le cours fut annoncé par la «Gazette du Valais» pour la première fois en 1875 (No 30), puis en 1876 (No 21), 1877 (No 20), etc.

⁶⁾ Règlement de la section d'arboriculture, art. 9 et suivants.

⁷⁾ Rapport de Gestion du Département de l'Intérieur 1877, p. 25.

ration valaisanne d'agriculture, elle chargea sa section d'arboriculture d'entreprendre ce travail. Une première classification pomologique fut établie en 1883. On fit appel alors à M. Kraft, pomologue de Schaffhouse, puis en 1886 on confia à une commission de 6 membres le soin de rédiger définitivement le «Catalogue des pommes et poires du Valais» qui parut en 1887.⁸⁾ Cet ouvrage marqua un réel progrès vers un choix judicieux des variétés. Il ne recommandait que 37 pommes d'été et d'hiver et 42 poires. En 1905, on procéda à une nouvelle élimination : on ne garda que 7 variétés pour les poires et 11 pour les pommes.⁹⁾

La Société sédunoise d'agriculture a fourni un gros effort en faveur de l'arboriculture. Par l'institution de cours, de conférences et de concours, elle réussit à étendre cette culture et, par son œuvre de sélection, à l'orienter et à lui donner une valeur commerciale. En 1907, les lièvres ayant causé de gros dégâts aux arbres, elle effectua un recensement dont le résultat illustre sa belle activité. Sur le territoire de la commune de Sion on releva un total de 27,873 arbres fruitiers.¹⁰⁾

A côté de la Société d'agriculture de Sion, il faut également citer l'influence qu'eurent celles de Martigny, de Sierre et de Monthey. Celle de Martigny surtout fut très active. Fondée en 1868, elle voua une attention particulière à l'arboriculture ; elle organisa également des cours, des conférences et des concours d'encouragement. C'est en grande partie à ces diverses manifestations que la plaine de Martigny doit d'être aujourd'hui bien arborisée.¹¹⁾

⁸⁾ La Société sédunoise d'agriculture et le développement agricole de Sion, par J. de Torrenté 1868—1908, p. 168.

⁹⁾ Idem p. 170.

¹⁰⁾ Idem p. 166.

¹¹⁾ Renseignements donnés par M. Jules Desfayes, Martigny, président de l'Association agricole du Valais.

Les sociétés d'agriculture de Sierre, Sion, Martigny, Chamoson et Monthey, désireuses de conjuguer leurs efforts, s'unirent en 1878 pour former la «Fédération valaisanne d'agriculture». Le but de la Fédération était non seulement de grouper les forces des différentes sociétés, mais encore de stimuler leur travail, en établissant entre elles une certaine émulation au moyen de concours. Elle prit, en 1888, le nom d'Association agricole valaisanne. Le nombre de ses adhérents augmenta rapidement, pour arriver, en 1913, au chiffre de 29 sociétés.

De 1914 à 1919, on vit se former près de 23 sociétés d'agriculture qui firent toutes partie de l'Association. Comme elles n'étaient créées que dans le but de faciliter le ravitaillement de leurs membres, douze d'entre elles, environ, ne survécurent point à la guerre.¹²⁾

Plus de 20 concours se firent par ses soins à partir de 1910, parmi lesquels 5 pour l'arboriculture. Où elle rendit les services les plus signalés, ce fut dans la participation aux expositions suisses et étrangères. Chaque société, prise séparément, n'aurait pas disposé de moyens suffisants pour y prendre part ; alors intervenait l'Association. Au nom de tous les groupements représentés par elle, des subsides étaient réclamés et obtenus de l'Etat. Puis, toutes les collections étaient exposées sous le titre de «Fédération des sociétés d'agriculture du Valais». Afin de figurer dignement dans ces manifestations, on les préparait très souvent, dans le canton déjà, par une présentation des lots au public. A ces occasions des primes étaient aussi distribuées.¹³⁾ Nombre d'expositions suisses ou étrangères consacrèrent l'excellence des fruits valaisans ; dans la majorité des cas, ils remportèrent les

¹²⁾ «Valais agricole» 1928, No 13, rapport à l'occasion du cinquantième de la fondation de l'Association agricole.

¹³⁾ Voir pour exemple la «Gazette du Valais» 1883, No 68.

plus hautes récompenses.¹⁴⁾ Ces succès contribuèrent à faire connaître et apprécier nos produits et, le consommateur en distinguant d'une manière spéciale, certaines variétés, imposa à notre canton la culture de celles-ci.¹⁵⁾

La Société valaisanne d'horticulture, fondée en 1910, exerça aussi une heureuse influence sur la culture fruitière. Bien que, jusqu'en 1924, son activité ne fut pas très grande, elle prit l'initiative de l'organisation de plus de 10 concours, où l'arboriculture avait toujours une place réservée. En outre, grâce à des expositions et à des assemblées-expositions,¹⁶⁾ la société put travailler à la connaissance et à la sélection des variétés fruitières.¹⁷⁾

La Fabrique de conserves de Saxon fut créée en 1887.¹⁸⁾ A cette époque, seul le coteau des environs était cultivable, la plaine demeurant encore trop marécageuse. Cela forçait la fabrique à s'approvisionner en fruits, pour une grande partie, à l'extérieur du canton.

En 1892, se forma au sein de l'entreprise un syndicat de cultures. Pour ce qui concernait l'arboriculture, son activité, dans les premières années, dut se borner

¹⁴⁾ Pour exemple : Genève (1883), hors concours ; Frauenfeld (1903), 2 diplômes d'honneur ; Milan (1906), 1 diplôme d'honneur et 1 Grand Prix ; Genève (1916), 1 diplôme d'honneur, etc. etc. Recueilli dans les collections du «Villageois», de la «Gazette du Valais» et du «Valais agricole».

¹⁵⁾ Voir Ecole d'Ecône : Première partie, chapitre II, p. 19.

¹⁶⁾ Lors des assemblées qui se tenaient à tour de rôle dans différentes localités, les sociétaires apportaient quelques spécimens de fruits et ainsi, à peu de frais, une petite exposition était montée.

¹⁷⁾ Statuts de la Société valaisanne d'horticulture et pour les autres renseignements, voir chez M. le Dr Henri Wuilloud, ancien président de la Société.

¹⁸⁾ La documentation touchant cette entreprise a été fournie par M. Flueler, directeur de la Fabrique de Saxon.

à effectuer des essais. Mais, petit à petit, certaines essences firent leur apparition. Vers 1895, l'abricotier commença à se faire une place particulière.¹⁹⁾ La variété «Luizet» s'étant démontrée la meilleure, tant pour les conserves qu'au point de vue commercial, sa culture fut activement poussée. D'autres essences, telles que le prunier, le cerisier bigarreau et quelques poiriers furent aussi introduites ou encouragées par la même entreprise.

Le rôle joué par la fabrique se montra fort utile, d'autre part, en constituant pour nos produits un débouché sûr et rapproché des lieux de production. Dans les années antérieures à 1922, il ne fut pas tenu de statistique pour les quantités de fruits achetés.²⁰⁾ De 1900 à 1910 elle réussit à absorber la récolte totale des abricots dans la région Riddes-Saxon. Ceci s'étendit vraisemblablement aux diverses variétés dont la culture avait été développée par ses soins.

Si l'influence de cette entreprise fut plutôt localisée, elle eut cependant une grande part de mérite dans l'œuvre qui fit de Saxon le principal centre pour la production des abricots.

¹⁹⁾ M. Sablier, un lyonnais fixé à Saxon, y introduisit la culture de l'abricotier, principalement pour les variétés «Luizet» et «Gros-Bourbon». D'après M. J. Rézert, ancien professeur d'Ecône, à Riddes.

²⁰⁾ Pour les années postérieures à 1922, voir «L'Arboriculture, facteur économique pour le Valais», 2^{me} partie, chapitre III.

CHAPITRE II.

L'Ecole d'Agriculture d'Ecône et le rôle de l'Etat dans le développement de l'arboriculture en Valais

Pendant la période qui précéda 1892, les valaisans, s'ils voulaient suivre des cours agricoles, devaient se rendre hors du canton. Convaincu de la nécessité d'une telle institution, l'Etat, d'entente avec les religieux du Gd St-Bernard, établit en 1891 une Ecole d'agriculture à Ecône.¹⁾ De 1892 à 1914, cette école compta en moyenne 20 élèves par an, entraînant une dépense annuelle de fr. 15,874.—, dont le 50 % était pris sur les subventions fédérales.²⁾ Elle termina sa 31^{me} et dernière année d'existence avec le cours scolaire 1921—22. Comme elle ne pouvait suffire qu'à un nombre restreint de jeunes gens (un peu plus de 30) elle fit place à l'école de Châteauneuf.³⁾

L'arboriculture occupa une place privilégiée dans l'enseignement théorique et surtout pratique de l'école

¹⁾ Entre Riddes et Saxon. Voir : Arrêté du 9 septembre 1891. Recueil des Lois, décrets et arrêtés, tome 15, p. 252, et Recueil des Lois, décrets et arrêtés, tome 24, p. 385, pour l'arrêté qui abrogea le premier.

²⁾ Annuaire statistique suisse de 1894 à 1914. Tableau des dépenses pour l'enseignement agricole.

³⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1922, p. 35.

d'Ecône. Sa pépinière ne servit pas uniquement aux besoins du domaine⁴⁾ puisque de 1902 à 1922 plus de 25,000 arbres sélectionnés furent vendus à des particuliers.⁵⁾

L'Ecole chercha aussi à développer la culture des arbres fruitiers en montagne. Au printemps de 1906, elle fit planter plusieurs pommiers dans différentes communes à des altitudes supérieures à 1,200 mètres.⁶⁾ Ceci dans le but d'étudier l'adaptation en montagne de certaines variétés résistantes.

Ecône prit part à de nombreuses expositions agricoles où ses fruits furent maintes fois remarqués. Parmi ces expositions il faut faire une place particulière à celle de Frauenfeld en 1903 ; ses produits arboricoles y reçurent la première récompense : un diplôme d'honneur. Cette manifestation avait permis à la pomme «Canada» de remporter un véritable triomphe, à la suite duquel le Valais obtint des commandes de plusieurs wagons. Or il fut impossible de satisfaire toutes ces demandes. Aussi, l'Ecole d'Ecône et la Société sédunoise d'agriculture s'empressèrent-elles de recommander et de pousser cette variété.⁷⁾ Elle s'est si bien adaptée en Valais qu'elle représente à l'heure actuelle à peu près les trois quarts de notre production de pommes.

A un professeur d'Ecône revient l'honneur d'avoir introduit dans notre canton la culture commerciale de la poire «William». C'est en 1904 que M. Rézert établit à Riddes le premier jardin fruitier composé uniquement de cette variété (2,000 arbres environ). Depuis la «Wil-

⁴⁾ Le verger de l'école possédait plus de 1074 arbres en 1902. Rapport de gestion 1902, p. 83.

⁵⁾ Renseignements fournis par M. Pellouchoud ancien Directeur d'Ecône.

⁶⁾ Idem : des pommiers Autonowska et Plodorowska à Liddes, 1336 m.

⁷⁾ M. J. Rézert, ancien professeur d'Ecône, Riddes.

liam a brillamment conquis la première place parmi nos poires.⁸⁾

La découverte et l'introduction sur une grande échelle de ces deux variétés fut déterminante pour l'orientation de notre arboriculture et du commerce des fruits.

Le phylloxéra ayant fait son apparition, les Autorités fédérales, en 1879, autorisèrent les cantons à prendre des mesures pour la protection de leurs vignobles. Le Conseil d'Etat, par arrêté du 5 mars 1879, interdit l'introduction en Valais de tous produits et plantes vinnicoles (vin excepté) ainsi que des arbres fruitiers, arbrisseaux et feuilles, même comme emballage, si ceux-ci provenaient de pays ou de cantons où le phylloxéra avait été constaté.⁹⁾

A cette époque, notre canton était complètement tributaire de l'étranger pour les arbustes et plants, seules existaient de rares pépinières. Par cet arrêté notre arboriculture allait donc être sérieusement compromise, c'est pourquoi dès l'année suivante un décret vint établir les pépinières communales.¹⁰⁾ Dans toutes les localités où le climat le permettait, la commune effectuait des semis sur un terrain que la bourgeoisie était tenue de fournir. La surveillance en fut confiée au personnel enseignant et les soins incombèrent aux élèves des écoles primaires. Le Département de l'Intérieur fournissait les greffes contre paiement et procédait à des inspections.

Parallèlement l'Etat s'efforça de développer les pépinières commerciales en leur allouant des subven-

⁸⁾ Voir M. Rézert, ancien professeur d'Ecône, Riddes. Nota : Lors du recensement cantonal de 1926 la William composait le 56 % du total des poiriers basses tiges, c'est-à-dire 51,000 sur 90,000. Recensement cantonal des arbres fruitiers 1926, p. 2.

⁹⁾ Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 12, p. 414.

¹⁰⁾ Idem. Décret du 18 novembre 1880, tome 13, p. 63.

tions.¹¹⁾ Les deux tableaux suivants ont été établis d'après les rapports des contrôleurs cantonaux des pépinières :¹²⁾

Pépinières communales

Année	Nomb. de sujets en pépinières	Nomb. de suj. vendus
1892	14,449	1,100
1894	13,097	750

Pépinières commerciales subventionnées

Année	Sujets prêts pour la vente	Semis ou sauvageons
1894	8,950	13,500
1896	9,474	13,250
1900	14,280	21,600
1905	22,635	—
1910	11,100 ¹³⁾	—
1913	37,950	—

Le décret du 18 novembre 1880, concernant les pépinières communales, devait entrer en vigueur au 1er janvier 1881. Mais les travaux ne commencèrent qu'en

¹¹⁾ Idem. Décret du 27 novembre 1888, tome 15, p. 52.

¹²⁾ Voir Rapport de gestion du Département de l'Intérieur aux années correspondantes.

¹³⁾ Dans ce chiffre ne sont pas compris les sujets basses-tiges.

1889.¹⁴⁾ En général, les premiers semis et sujets ne réussirent pas bien. Le Département de l'Intérieur attribua ce fait à la sécheresse, aux terrains trop neufs ou à la plantation faite au printemps.¹⁵⁾ La cause de cette non-réussite était beaucoup plus profonde. A part quelques exceptions, le personnel qui avait la charge de ces pépinières ne possédait pas les connaissances nécessaires au bon accomplissement d'un tel travail. Pourtant, les premiers résultats purent paraître bons. Ainsi 70 communes réunissaient en 1894 environ 13,097 sujets ; mais sur ce nombre le quart seulement était peut-être prêt pour la vente. Quoiqu'il en soit, par suite d'inexpérience ou de manque de zèle, presque tous ces établissements périclitèrent et, à partir de 1897, on n'en parle même plus dans les rapports de gestion.

Par contre, les pépinières commerciales suivirent une courbe ascendante très marquée. Pour la première fois, en 1893, une circulaire fut envoyée à tous les pépiniéristes, pour les inviter à profiter, suivant leur importance, d'un subside allant de fr. 60.— à 150.—.¹⁶⁾ Les conditions principales pour participer à cette subvention étaient :

1. de renoncer à l'importation ;
2. de prendre les mesures de protection prescrites afin d'éviter la propagation du phylloxéra ;
3. de livrer au commerce un minimum de 500 à 1000 sujets plein-vent par an ;
4. de s'en tenir à la culture des variétés recommandées par le catalogue de 1887 ;
5. de se soumettre au contrôle de l'Etat.

¹⁴⁾ A la suite d'un second décret dans le même sens, celui du 27 novembre 1888. Voir Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 15, p. 52.

¹⁵⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1890, p. 70.

¹⁶⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1890, p. 70.

Au début (1893), une somme totale de fr. 500.— était allouée à 7 ou 10 pépiniéristes.¹⁷⁾ Ce subside fut supprimé en 1907. Le geste fut d'autant plus malheureux qu'il coïncida avec les ravages que les lièvres causèrent à l'arboriculture cette année là. On s'empressa donc de rétablir ce poste en 1908 et la somme fut portée à 600 francs en 1920 pour un nombre d'environ 15 subventionnés.¹⁸⁾

Malgré l'heureuse extension de nos pépinières, la production valaisanne n'arriva pas à suffire à la demande et chaque année des quantités de semences, de greffes et de jeunes plants durent être importés.¹⁹⁾

L'Etat, poursuivant toujours son but d'encouragement à l'arboriculture, avait attribué à cette branche, en 1901, fr. 500.—. Ce montant fut successivement élevé à fr. 2,000.— en 1904 et à fr. 3,000.— en 1905.²⁰⁾ L'application du crédit fut réglée comme suit par l'arrêté du 5 juillet 1905 :

1. aux pépinières commerciales ;
2. aux frais d'études et de recherches ;
3. à des cours théoriques ou pratiques ;
4. à des concours de plantations fruitières et de vergers ;
5. à des expositions périodiques, cantonales ou régionales, de fruits commerciaux.²¹⁾

¹⁷⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1893, p. 121.

¹⁸⁾ Rapports de gestion du Département de l'Intérieur 1907, p. 58 ; 1908, p. 29 et 1920, p. 73.

¹⁹⁾ En 1901 il fut importé entre plantes et arbres pour fr. 54,375.—, soit un excédent de 39,825 sur les exportations. Il est difficile de distinguer les chiffres concernant les plants du tableau des importations et des exportations, car ils ne forment pas un poste isolé. Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1901, p. 173.

²⁰⁾ Rapports de gestion du Département de l'Intérieur 1901, p. 174 ; 1904, p. 9 ; 1905, p. 83.

²¹⁾ Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 21, p. 103.

Il n'est pas fait mention, dans ces tableaux de répartition, des conférences arboricoles organisées par le Département de l'Intérieur. Pourtant, il est certain qu'avant 1896 déjà plusieurs eurent lieu par ses soins.²²⁾ Nous pouvons faire remonter certains de ses cours d'arboriculture avant 1889.²³⁾ Ce n'étaient là que des manifestations occasionnelles, qui, il est vrai, devinrent de plus en plus fréquentes par la suite. Transformées en une véritable institution en 1915, elles prirent le nom de «Cours centraux d'arboriculture». A cette époque, les élèves devaient les suivre deux ans de suite à raison d'une semaine au printemps, 3 jours en été et 2 en automne, pour obtenir un certificat de «Maître-arboriculteur-praticien».²⁴⁾

Les cours centraux étaient non seulement gratuits, mais les élèves recevaient pendant leur durée la pension, éventuellement le logement et, au début, une indemnité de 2 francs par jour. Ces mesures, prises dans l'intention d'attirer un grand nombre de participants, eurent un plein succès au point de vue du nombre, mais laissèrent fort à désirer relativement à la qualité des candidats. On commença donc par supprimer l'allocation de 2 francs aux élèves, puis les éléments demeurant nombreux, on éleva la limite d'âge pour les inscriptions.

Avant l'aménagement des jardins modèles de Châteauneuf, les cours centraux étaient itinérants, car il n'existait alors aucun endroit possédant un matériel de démonstration qui proupât toutes les espèces et variétés fruitières. La fréquentation ne fut pour 1915 que de 20 personnes ; dans les 10 années suivantes la moyenne se maintint à peu près à 30.

²²⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1896, p. 55.

²³⁾ «Gazette du Valais» 1879, No 28, et 1889, No 61.

²⁴⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1915, p. 67.

Cours centraux d'arboriculture ²⁵⁾

Années	Dépenses en francs dont le 50% pris sur les subsides fédéraux
1915	782.90
1916	1,240.85
1917	2,871.80
1918	2,496.85
1919	1,912.55
1920	1,790.75
1921	2,912.50

Pour faciliter l'accès des cours centraux, on essaya en 1920 de les organiser par régions : à Sion, à Fully, à Sierre et à Viège. Seuls ceux de Viège et de Sion furent maintenus. Si, en 1905 déjà, un crédit de fr. 3,000 était attribué à l'arboriculture ce ne fut cependant que bien plus tard que l'on accorda à cette branche des subsides proportionnés à son importance.²⁶⁾

La loi du 17 mai 1919 vint organiser l'enseignement professionnel de l'agriculture en Valais. Elle prévoyait que des notions agricoles seraient données dans les écoles primaires et dans les cours complémentaires (post-scolaires). Ceci était nouveau et devait servir surtout aux élèves qui n'auraient pas continué leur formation dans une école d'agriculture.²⁷⁾

²⁵⁾ Voir Rapports de gestion du Département de l'Intérieur aux années correspondantes ; les chiffres pour 1919 et 1920 sont tirés des livres du Département de l'Intérieur.

²⁶⁾ Vers 1919. Par exemple en 1921 les dépenses pour la rubrique «Cours et conférences» se montèrent à fr. 16,756.30. La moitié des sommes que le canton affectait à l'encouragement de l'arboriculture étaient remboursées par la Confédération. (Rapport de gestion du Département de l'Intérieur (1920 et 1921).

²⁷⁾ Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome XXVI, p. 369.

Jusqu'en 1922, le canton possédait une quantité de mesures particulières concernant l'arboriculture. L'arrêté du 17 juin de cette même année groupa et précisa cette réglementation un peu éparpillée. Il constitue encore maintenant une base en la matière.

Aux termes de cet arrêté, toutes les questions arboricoles relevaient immédiatement du Département de l'Intérieur, assisté dans sa tâche par une commission de 5 à 7 membres.

Un service de surveillance fut créé. L'Etat nommait des inspecteurs d'arrondissements qui contrôlaient l'activité des visiteurs d'arbres. Les visiteurs étaient chargés, dans toutes les communes où l'arboriculture avait une certaine importance, de constater si les traitements contre les parasites et les maladies avaient été ou non effectués. Lorsqu'on les négligeait, suivant la gravité des cas, les arbres pouvaient être abattus ou bien il était alors procédé aux traitements, ceci aux frais du propriétaire.

Des prescriptions, suivant lesquelles chaque ménage ou propriétaire devait cueillir une quantité fixe, plus une autre proportionnée à sa fortune, réglaient la destruction des hannetons.²⁸⁾ Les apports de ces insectes étaient contrôlés et payés par les communes. Dans le cas contraire, les contrevenants étaient passibles d'amendes. D'un autre côté, la protection des oiseaux utiles fut aussi envisagée.

Une nouvelle fois, l'affectation des crédits annuels à l'arboriculture fut établie. On maintint le subventionnement des pépinières, des frais de recherches et d'études, des cours, des expositions et des concours. On y ajouta des subventions pour la création des champs

²⁸⁾ Le premier arrêté concernant la destruction des hannetons date du 5 mars 1884. Depuis, chaque année de sortie de nouvelles mesures fixèrent et précisèrent cette cueillette.

d'essais arboricoles, pour la lutte contre les parasites, et pour une aide à une société cantonale de pomologie et à un office de renseignements pour la vente des fruits.

L'arrêté du 17 juin 1922 prévoyait en outre des cours spéciaux agricoles pour le personnel enseignant (instituteurs).²⁹⁾

Toutes les décisions cantonales qui intervinrent par la suite ne modifièrent que peu cet arrêté. Elles en furent plutôt des compléments, des règlements d'exécution ou des prescriptions, rendues nécessaires par les changements intervenus dans la situation générale.

²⁹⁾ Arrêté du 17 juin 1922. Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome XXVII, p. 369 à 372.

CHAPITRE III.

Le Commerce des fruits en Valais durant les périodes : 1868-1900, 1900-1914, 1914-1919 et 1919-1923

Avec l'installation des chemins de fer en Valais, le commerce des fruits entra dans une phase nouvelle. Les lents et onéreux transports par chars purent être abandonnés. Les wagons permirent l'expédition de quantités plus fortes et améliorèrent les conditions d'arrivée des envois.

De pair avec la consommation familiale et locale, se développa l'exportation et les marchands étendirent leur rayon d'action non plus seulement aux places de Vevey, Montreux et Lausanne, mais encore aux marchés de Genève et de Neuchâtel.³⁰⁾ Par la suite, les facilités de transport devenant de plus en plus grandes, nos produits gagnèrent la Suisse allemande, puis enfin l'étranger, à commencer par la France. Il ne faudrait cependant pas croire qu'ils firent d'emblée la conquête de ces différents marchés. La pénétration fut lente et fort laborieuse, ceci pour de nombreuses raisons inhérentes aux conditions de l'arboriculture valaisanne. Car, comme nous l'avons vu, notre production consistait surtout en fruits qui convenaient beaucoup plus à la consom-

³⁰⁾ La Maison Louis Gay, puis en 1883 Jean Gay, faisait un commerce actif, particulièrement avec la Chaux-de-Fonds et Le Locle. Elle fut la première, pour le Valais, à entretenir des relations commerciales régulières avec l'étranger. En 1880 déjà, elle expédiait des wagons de pommes à Paris et à Lyon. Voir Maurice Gay, Sion.

mation ménagère qu'au commerce. Les variétés intéressantes étaient cultivées en trop petit nombre et d'une façon trop éparpillée pour permettre de rassembler facilement les quantités suffisantes à des expéditions en gros. De ce fait, les chargements comportaient des assemblages de variétés un peu disparates.

Avant 1880, le marché de Vevey revêtait une grande importance pour le Valais. Ses mercuriales étaient publiées dans les journeaux de notre canton.³¹⁾

On rapporte qu'en 1880, un paysan de Lens se rendit dans le canton de Berne en passant le col du Rawyl et qu'il réussit à vendre des pruneaux au prix de 10 francs la mesure (15 litres).³²⁾ Et l'on s'étonnait que des fruits qu'auparavant on laissait pourrir pussent rapporter autant. La même année vit chez nous la présence de marchands venus pour effectuer des achats sur place.³³⁾ Sierre et Sion bénéficièrent de la plus grande partie des commandes de ces étrangers, à destination des cantons de Vaud et Neuchâtel, et même de la France.

C'est à cette époque que débuta véritablement le commerce des fruits en Valais. On ne peut citer des chiffres pour les années antérieures à 1878, car dans les tableaux des importations et des exportations, les produits agricoles, les légumes et les fruits ne formaient qu'un seul et même poste. Mais à partir de cette date voici quelle en fut l'importance :³⁴⁾

³¹⁾ Pour exemples voir : La «Gazette du Valais» 1872, No 22 ; 1873, No 99, etc.

³²⁾ «Gazette du Valais» 1880, No 69.

³³⁾ «Gazette du Valais» 1880, No 69.

³⁴⁾ Pour 1878 «Le Villageois», No 22 ; Idem pour 1880, No 23 (ces chiffres ne représentent en 1880 que les expéditions des gares de Sierre, Granges et St-Léonard). Pour les années suivantes voir les Rapports de gestion du Département de l'Intérieur : 1882, p. 19 et 22 ; 1883, p. 28 ; 1884, p. 36 ; 1885, p. 68 ; 1886, p. 66 ; 1887, p. 52 ; 1888, p. 60 ; 1889, p. 42 ; 1890, p. 46 ; 1891, p. 40 ; 1892, p. 48 ; 1893, p. 58 ; 1894, p. 90 ; 1895, p. 100 ; 1896, p. 92 ; 1897, p. 90 ; 1898, p. 124 ; 1899, p. 148 ; 1900, p. 128.

Importations

Exportations

Année	Quantité en Kg.	Valeur en Fr.	Quantité en Kg.	Valeur en Fr.
1878	—	—	419,828	—
1880	—	—	345,365	51,804.—
1882	13,200	—	544,400	—
1883	30,600	15,300.—	946,500	141,975.—
1884	200	40.—	404,700	80,940.—
1885	16,600	3,320.—	413,200	82,640.—
1886	23,300	4,660.—	1,271,600	254,320.—
1887	21,100	4,220.—	656,600	131,320.—
1888	12,200	2,196.—	437,700	78,786.—
1889	14,100	2,538.—	731,400	131,652.—
1890	39,900	8,778.—	559,900	83,985.—
1891	24,500	5,390.—	262,300	39,345.—
1892	31,100	6,842.—	666,500	99,975.—
1893	35,200	7,744.—	245,700	36,855.—
1894	60,400	13,288.—	744,600	111,690.—
1895	65,100	14,322.—	450,300	67,545.—
1896	122,500	26,950.—	520,300	78,045.—
1897	97,400	21,428.—	779,100	116,865.—
1898	112,900	24,838.—	1,086,600	162,990.—
1899	184,700	40,634.—	978,400	146,760.—
1900	259,500	57,090.—	756,800	113,520.—

La statistique qui précède est exacte en ce qui concerne les quantités, car elle comprend les expéditions par les gares et les résultats du contrôle des Ponts et Péages.³⁵⁾ Quant aux valeurs, elles ont été calculées en

³⁵⁾ Ponts de St-Maurice, Lavey, Parte du Scex, Collombey, Massongex et les Péages de Gondo, Bourg-St-Pierre, Châteland et Morgins. Pour exemple voir Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1890, p. 46 ; 1891, p. 40, etc.

prenant un prix de base moyen de fr. 0.15 à fr. 0.20 par kg. Une moyenne aussi rigide n'a certainement pas toujours correspondu aux variations générales du marché.

En majeure partie les exportations se composaient de prunes, de pommes et de poires, tandis que les importations consistaient en fruits du Midi ou exotiques. A côté du commerce de fruits frais, existait celui des châtaignes et des fruits séchés ou en conserves. Le résumé suivant donne un aperçu à cet égard pour la période 1883 à 1891 :³⁶⁾

Nature des produits	Importations en fr.	Exportations en fr.
Fruits verts et secs ³⁷⁾	109,357.—	1,052,218.—
Châtaignes	61,242.—	51,084.—
Fruits en conserves	118,150.—	801,050.—

L'excédent des exportations pour les fruits en conserves s'explique aisément par l'activité de la Fabrique de Saxon.

Dans la balance commerciale du Valais, les produits de l'arboriculture n'entraient que pour une faible part, comme le démontre ce tableau :³⁸⁾

³⁶⁾ «Gazette du Valais» 1892, No 70.

³⁷⁾ Les fruits secs étaient vraisemblablement des pruneaux, des pommes et des poires séchés au four ou à l'air.

³⁸⁾ Rapports de gestion du Département de l'Intérieur 1890, p. 46 et 1900, p. 128.

Genres de produits	Import. en fr.	Export. en fr.
	<u>Année 1890</u>	
Fruits frais et secs	22,968	86,640
Produits agricoles et forestiers	3,788,164	3,605,516
Total général pour 1890	13,638,986	7,673,200
	<u>Année 1900</u>	
Fruits frais et secs	99,570	124,860
Produits agricoles et forestiers	5,336,502	5,123,175
Total général pour 1900	22,589,489	11,827,793

Si l'appoint, apporté à notre économie par les produits de l'arboriculture, resta faible jusqu'en 1900, une œuvre de préparation s'accomplissait tout de même et des bases étaient jetées sur le plan commercial.

La période 1900—1914 vit une amélioration sensible dans l'orientation de la culture fruitière, ce qui permit au commerce de conserver les positions acquises et de les étendre, ensuite, progressivement. Neuchâtel, Genève, Vaud, la Suisse allemande et la France demeurèrent les principaux débouchés pour notre canton. Seule l'augmentation dans la production des abricots, des pommes «Reinette du Canada» et des poires d'été, changea quelque peu la situation sur les marchés. Bientôt, Berne, Zurich et Bâle se montrèrent les meilleures places pour la vente des abricots et la France devint la principale cliente pour les «Canadas».

Les chiffres de la production et de l'exportation subirent une hausse régulière, compensée en partie, ce-

pendant, par une augmentation similaire des importations :³⁹⁾

Importations			Exportations	
Années	Quantité en Kg.	Valeurs en fr.	Quantités en Kg.	Valeurs en fr.
1901	223,400	49,148	997,200	139,580
1902	277,300	61,006	1,295,700	194,355
1903	297,300	65,406	765,800	114,870
1904	243,200	53,504	958,400	143,760
1905	262,000	57,640	623,400	93,510
1906	372,400	81,928	2,214,300	442,860
1907	690,700	151,954	1,291,100	258,220
1908	310,400	68,288	1,227,200	245,440
1909	627,500	138,050	1,479,500	295,900
1910	787,300	173,206	4,504,200	675,630
1911	975,400	217,588	2,105,100	315,765
1912	583,100	128,282	2,196,600	439,320

Pour rendre ce tableau complet il ne faudrait qu'y ajouter les fruits secs et surtout les produits expédiés par la Fabrique de conserves de Saxon qui se montaient à environ 700,000 francs par an.⁴⁰⁾ En 1912, se place la fondation de la première Union valaisanne des Expédi-

³⁹⁾ Voir Rapports de gestion du Département de l'Intérieur aux années suivantes : 1901, p. 140 ; 1902, p. 70 ; 1903, p. 84 ; 1904, p. 111 ; 1905, p. 102 ; 1906, p. 56 ; 1907, p. 64 ; 1908, p. 36 ; 1909, p. 34 ; 1910, p. 138 ; 1911 tableau annexe ; 1912, p. 112. Les données font complètement défaut pour les années 1913, 1914, 1915 et 1916.

⁴⁰⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1902, p. 123.

teurs de fruits.⁴¹⁾ Elle n'eut pas une existence bien active et disparut tout à fait quelques années après la guerre.

Pendant les années 1914—1919, le commerce subit de profonds changements.

En vue de faire face à la situation créée par la guerre mondiale, le Conseil d'Etat du Canton du Valais édicta une série de mesures réglementant le commerce en général. Pour les fruits, elles débutèrent, au 25 novembre 1914, par une interdiction d'exportation. Un peu plus tard, le Grand Conseil approuva toutes les décisions prises par le Conseil d'Etat depuis la mobilisation générale et lui accorda pleins pouvoirs pour l'avenir.⁴²⁾

La défense d'exporter subsista jusqu'au 5 septembre 1916, date où un arrêté régla dans les détails le commerce des fruits.⁴³⁾ Il fut interdit, d'acheter, de transporter et d'expédier, pour la vente, des fruits insuffisamment mûrs pour une utilisation normale et directe par le consommateur.⁴⁴⁾ La date pour le début des expéditions de pommes et poires, d'automne et d'hiver, était fixée par le Département de l'Intérieur. Tout envoi par chemin de fer devait être contrôlé et visé par un service officiel organisé à cet effet. Les frais de cette opération, à la charge de l'expéditeur, se montaient à 1 franc par 100 kg. pour les expéditions par wagons et à fr. 0.20 par 100 kg. pour les expéditions partielles. Seuls les produits destinés à la fabrication du cidre échappaient à ces prescriptions, si leur genre d'utilisation se trouvait clairement désigné. Des pénalités de 5 à 100 francs étaient prévues ; à chaque récidive, l'amende se trouvait doublée.

⁴¹⁾ M. Maurice Gay, marchand de fruits à Sion, ancien président de cette Union.

⁴²⁾ Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 25, p. 76.

⁴³⁾ Idem. Tome 25, p. 266.

⁴⁴⁾ Ceci concernait les fruits de table.

L'année suivante, plusieurs détails furent encore précisés.⁴⁵⁾ L'acheteur eut dorénavant le droit de demander une déclaration de provenance des fruits.⁴⁶⁾ De façon à ce que leur arrivée fut parfaite, les expéditions en vrac durent être soumises à des règles spéciales.

Deux décisions revêtirent une importance considérable pour la bonne renommée de nos produits : seuls les emballages capitonnés obtinrent l'autorisation d'être utilisés et, toutes les offres faites dans les journeaux par les marchands, devaient mentionner avec exactitude les poids et prix nets des fruits.

Le commerce des châtaignes donna également lieu à des prescriptions limitatives : il ne fut plus autorisé que sous des réserves fixées par le Département de l'Intérieur.⁴⁷⁾ Par suite de la pénurie des combustibles, nombre de châtaigniers furent transformés en bois de chauffage. Aussi, dès 1917, on ne put plus abattre ces arbres sans autorisation du Département des Travaux publics.⁴⁸⁾

Même dans une situation économique moins difficile, ces mesures se seraient imposées. Le Valais ne possédait pas un matériel d'emballage uniforme, ses caisses, paniers et cageots étaient fort disparates et souvent rudimentaires. Trop souvent aussi, le capitonnage du matériel d'expédition étant négligé, les fruits parvenaient au destinataire dans de mauvaises conditions. Rien n'obligeant les marchands à soumettre leurs envois à un contrôle, ils étaient tentés d'accepter, puis d'écouler, des produits mal conditionnés ou insuffisamment mûrs. Tout

⁴⁵⁾ Arrêté du 3 juillet 1917. Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 26, p. 51.

⁴⁶⁾ La déclaration portait sur la région ou la localité d'origine.

⁴⁷⁾ Arrêtés du 12 octobre 1917 et 8 octobre 1918. Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 26, p. 109 et 286.

⁴⁸⁾ Arrêtés du 9 mars 1917 et du 21 juin 1919, idem, tome 26, p. 25 et 109.

cela joint à des prix élevés,⁴⁹⁾ ne pouvait que prévenir le consommateur contre la marchandise valaisanne.

Le service de vérification qualitative des expéditions fonctionna pour la première fois en 1916.⁵⁰⁾ Il fut réorganisé et complété en 1917 et cessa son activité à partir de 1920.⁵¹⁾ Bien qu'il fut institué principalement pour la période de la guerre, son activité s'était montrée nettement suffisante pour en justifier le maintien définitif. Devant la rareté des marchandises et leurs prix élevés, il devait y avoir une tendance inévitable à essayer de vendre, même les produits de qualités inférieures. C'est là qu'intervint heureusement la réglementation de l'Etat, en empêchant ainsi nos fruits d'acquérir une mauvaise réputation sur les marchés étrangers.

Le contrôle ne put s'établir d'une façon bien effective en 1916, n'ayant débuté qu'à la fin de septembre. Il commença également trop tard dans les années suivantes : en 1918, le 1er Août et en 1919, le 15 Août. Par ce fait, de nombreux fruits, parmi lesquels les abricots et les pommes d'été, y échappèrent. Ils ne sont donc pas compris dans les chiffres ci-après :⁵²⁾

Expéditions contrôlées

Années	Quantité en Kg.	Valeurs en francs ⁵³⁾
1917	1,263,436	718,311
1918	1,854,939	1,112,963
1919	2,007,019	1,103,860

⁴⁹⁾ La commission fédérale de ravitaillement en fruits avait bien fixé, en 1915, les prix maxima de ceux-ci, mais ayant surtout tenu compte des variétés hâtives, à cuire ou à cidre, les produits valaisans se trouvaient ainsi presque tous en dehors de ces catégories.

⁵⁰⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1916, p. 71.

⁵¹⁾ Idem 1920, p. 72.

⁵²⁾ Idem 1917, p. 73 ; 1918, p. 92 et 1919, p. 77.

⁵³⁾ Les sommes ont été établies en prenant une moyenne des différents prix des fruits pour les années en question : fr. 0.56 pour 1917 ; fr. 0.60 pour 1918 et fr. 0.55 pour 1919.

Au début de la guerre, les restrictions apportées à l'exportation des fruits réduisirent celles-ci dans de telles proportions qu'elles n'eurent plus de portée commerciale. Le Département fédéral de l'Economie publique n'autorisait à sortir du territoire de la Confédération que des quantités ne dépassant pas 25 kg. Chaque personne ou famille ne pouvait expédier qu'un de ces colis par jour et tout envoi dépassant 25 kg. devait être l'objet d'une autorisation de la Division fédérale de l'Agriculture.⁵⁴⁾ L'année 1918 vit une réjouissante reprise de nos relations commerciales avec l'étranger : 35 wagons de fruits furent exportés par notre canton. 19 se dirigèrent vers la France, 8 vers les Etats scandinaves, 4 vers l'Allemagne et le reste vers l'Angleterre et le Danemark.⁵⁵⁾ En 1919, la baisse des changes entrava fortement nos exportations. Cette situation se prolongea assez pour que, par contre coup, le développement de l'arboriculture s'en ressentit quelque peu. Cependant, les marchés suisses que les hostilités avaient ouverts aux fruits valaisans ne se fermèrent pas pour eux, d'autant plus que la concurrence étrangère n'y possédait plus la même intensité.

Dans les années 1920 à 1923, bien que les mesures prises pendant la guerre eussent cessé leurs effets, aucun changement n'intervint et le commerce demeura stationnaire.⁵⁶⁾

⁵⁴⁾ Décision reproduite par le «Valais agricole» 1916, No 18.

⁵⁵⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1918, p. 92.

⁵⁶⁾ Aucun document officiel ne parle du commerce ou ne cite des chiffres pour ces années-là.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'Ecole Cantonale d'Agriculture de Châteauneuf et ses différents services intéressant l'Arboriculture

La fondation de l'Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf marqua une date dans le développement agricole du Valais. L'Ecole d'Ecône avait rendu d'appréciables services, mais, trop petite, elle devait chaque année refuser des élèves.

Le 13 octobre 1923, on inaugura les bâtiments de Châteauneuf et, le 15 novembre, le premier cours s'ouvrit avec 77 élèves réguliers.¹⁾

Le domaine qui entoure l'Ecole possède une superficie de 46 Ha. dont 40 environ ont été conquis à la culture sur des terrains incultes et marécageux.

L'Ecole d'agriculture voue une attention toute particulière à l'arboriculture. Son programme comporte des cours spéciaux d'arboriculture pour ses élèves. A cela il faut ajouter l'importante activité de la station cantonale d'arboriculture et de ses différents services.

Parallèlement à cette institution, il existe à Viège, depuis le 15 novembre 1920, une école d'agriculture pour la partie allemande du canton.²⁾ D'importance moindre, elle poursuit une activité similaire sous la même direction que Châteauneuf.

¹⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1923, p. 28.

²⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1920, p. 63.

C'est la période qui va de 1923 jusqu'à nos jours qui consacre le véritable essor de la culture des arbres fruitiers et l'Ecole de Châteauneuf entre pour une grande part dans les causes de ce prodigieux développement.

Il était dans l'intérêt de l'arboriculture qu'un service spécial s'occupât uniquement des questions touchant cette branche. L'Etat institua dans ce but, par l'arrêté du 17 juin 1922, une commission cantonale dont les attributions étaient limitées à l'étude des seuls problèmes arboricoles.³⁾ Toujours dans cette intention, en 1929, il créa une Station cantonale d'arboriculture à Châteauneuf. C'est un service avec budget indépendant qui a pour mission de protéger et de développer la culture des arbres fruitiers, de vulgariser les meilleures méthodes et procédés de culture, de s'occuper de l'enseignement et de veiller à l'écoulement des produits.⁴⁾

Malgré les efforts de quelques sociétés et de certains particuliers en vue d'uniformiser les méthodes de culture, trop souvent l'empirisme régnait encore. Les progrès dans le choix des modes cultureux et dans la sélection des variétés demeuraient restreints et gardaient un caractère particulier. Il fallait convaincre nos populations de la nécessité de rompre avec la routine, pour se plier à une discipline collective, susceptible d'améliorer notre production et de lui permettre de soutenir avantageusement la comparaison avec les produits étrangers.

Pour cela, il fallait tendre vers l'unité d'action et de méthode. Dans ce but la Station cantonale avait à sa disposition les jardins modèles de Châteauneuf, les plantations d'essais en montagne, l'organisation des cours et conférences, un service public de renseignements et, de plus, elle possédait une action de surveillance sur toutes les questions concernant l'arboriculture.

³⁾ Arrêté du 17 juin 1922. Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 27, p. 369.

⁴⁾ Station cantonale d'arboriculture, Châteauneuf.

La tâche de la Station était immense et ardue ; afin de ne pas se heurter à l'incompréhension et aux préjugés, elle dut procéder par échelons. Elle commença par élaborer un plan arboricole général, pour le Valais. Puis, par l'enseignement régulier dans les deux écoles d'agriculture, par les cours centraux et régionaux, par les conférences et par des articles dans les journaux, elle entreprit de faire l'éducation des arboriculteurs.

Un enseignement uniforme étant réalisé, l'orientation de la culture devenait une question de temps.

Mais il fallait encore que nos produits pussent, malgré la concurrence étrangère, conquérir une place bien marquée sur les différents marchés. Ceci fut l'œuvre des organisations de vente et spécialement du service de contrôle des expéditions de fruits.

Chaque année, Châteauneuf répond aussi à un nombre important de demandes de renseignements, soit par téléphone ou par correspondance, soit par la voie de la presse.⁵⁾

Toutes ces activités de la Station cantonale d'arboriculture, exercent une influence considérable, étendue à tout le territoire du canton. Si son œuvre d'orientation et d'unité n'est pas encore terminée, les voies en sont tracées ; ce n'est que dans quelques années que l'on pourra, aux progrès réalisés, reconnaître l'excellence du travail qu'elle a fourni.

Le 8 novembre 1923, la commission cantonale d'arboriculture décida de mettre au concours le plan pour la création d'un jardin fruitier à Châteauneuf.⁶⁾ Il fut divisé en 3 sections :

1. un jardin fruitier école ;
2. un jardin fruitier commercial ;
3. un jardin d'essais.

⁵⁾ Ces renseignements ont été fournis par M. Benoit, chef de la Station cantonale d'arboriculture.

⁶⁾ Rapport de l'Ecole de Châteauneuf 1924—1926, p. 69.

Les travaux s'échelonnèrent de 1928 à 1934 et on continua par la suite à développer ces jardins en intensifiant les cultures.

En 1929, le jardin fruitier-école, aménagé dans un but d'enseignement, était exécuté. Il occupe une superficie de 12,000 m², plantée en basses-tiges de variétés et de formes diverses.

Le jardin fruitier commercial fut terminé en 1932 ; il se compose d'une belle plantation groupant environ 1,200 sujets basses-tiges et mi-tiges.

Quant au jardin d'essais, comptant près de 4,000 arbres, son aménagement dura de 1930 jusqu'au printemps de 1935. Il est réservé à l'étude comparative des différentes variétés et formes, des méthodes culturales et des traitements contre les parasites et les maladies.

On planta également un verger brise-vent composé d'environ 1,000 pommiers tiges.

Au total, ces plantations réunissent plus de 9,000 arbres. La plupart de ces arbres ont été fournis par les pépinières de l'école. La moyenne du nombre des sujets en pépinières est pour la période 1923—1929 (7 ans) de 9,800 et depuis 1930 on y a planté et greffé plus de 20,000 sauvageons par an.⁷⁾

Ces jardins fruitiers et les pépinières de Château-neuf constituent un instrument de premier ordre pour l'enseignement. Ils servent aux démonstrations pratiques, ce sont des modèles pour les arboriculteurs et ils forment un élément de base pour les essais de la Station d'entomologie appliquée.

Afin de bénéficier des subsides accordés par l'arrêté fédéral du 28 septembre 1928 pour une action de secours provisoire en faveur de l'agriculture, le Conseil

⁷⁾ Idem. 1929—1932, p. 54 et 95 et 1932—1935, p. 47.

d'Etat du Canton du Valais décida d'allouer une somme de fr. 66,000.— à des œuvres destinées à atténuer la crise agricole.⁸⁾

Sur cette somme fr. 5,000.— étaient spécialement attribués à l'arboriculture ; comme le subside octroyé par la Confédération était égal à celui du Valais, la commission cantonale élaborait un programme comportant l'établissement de plantations d'essais à des altitudes supérieures à 800 mètres.⁹⁾

L'exécution de ce programme fut répartie en trois tranches :

1. Création de 14 jardins fruitiers en 1929 et 1930. Ces jardins disséminés dans les différents districts se composaient de 60 à 80 arbres nains chacun.

2. Plantation de 18 vergers en 1930—31. Ceux-ci, comprenant 35 arbres-tiges furent aménagés dans les diverses parties du canton.

3. Création en 1931—32 de 4 pépinières de 2,000 plants environ, à des altitudes allant de 800 à 1,200 mètres.

En 1932, on créa 20 plantations de 12 à 14 « Calvill » afin d'étudier l'adaptation de cette variété dans les différentes régions du canton, un jardin spécial pour essais de fruits à noyaux fut également aménagé.

Une circulaire fut envoyée en 1932 à toutes les communes de montagne, pour leur offrir des arbres fruitiers à prix réduits. 24 communes achetèrent 1,057 arbres-tiges pour le prix de 3 francs rendus sur place.¹⁰⁾

Les conditions pour l'établissement de ces plantations en montagne étaient précisées dans un contrat passé entre l'Etat et le propriétaire du terrain. Aux termes

⁸⁾ Arrêté du 8 février 1929. Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 31, p. 58.

⁹⁾ Rapport de l'école de Châteauneuf 1932—35, p. 57 et Station cantonale d'arboriculture.

¹⁰⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1932, p. 48.

de ce contrat, le propriétaire s'engageait à fournir le terrain et la fumure ; les soins de culture et de propreté lui incombait également. Par contre, l'Etat pourvoyait à l'aménagement général et, à la fourniture et à la plantation des arbres. Il assumait, en outre, une garantie de 5 ans, sous réserve d'un droit permanent de contrôle et d'observation ; il pouvait aussi prélever des échantillons s'il le jugeait nécessaire. Mais le fond, la culture et les récoltes restaient au propriétaire.¹¹⁾

Les effets de l'action de secours provisoire cessèrent en 1932. Les crédits qui demeuraient encore disponibles furent affectés à l'entretien des plantations en montagne.

Les sommes dépensées de 1929 à 1933 pour action de secours en faveur de la culture fruitière en montagne s'élevèrent à fr. 44,103.—. La plus grande partie de ce montant a été prélevé sur les subventions fédérales.¹²⁾

En général, les plantations en montagne ont donné de bons résultats. Ces essais ont permis à la Station cantonale d'arboriculture d'être fixée sur le choix des variétés à propager en montagne, sur le mode de plantation et sur les formes convenant le mieux à partir d'une certaine altitude.

Grâce à l'action de secours, on répandit les variétés recommandées, à des prix très bas. Les sujets produits par les 4 pépinières furent distribués à des prix réduits.¹³⁾

Jusqu'en 1929, on s'était peu occupé de la culture fruitière en montagne. Le nombre des variétés était fort grand et toutes étaient loin de posséder une réelle valeur. Mais maintenant, la Station cantonale est à même de pouvoir recommander à nos arboriculteurs de la montagne, un choix de variétés qui permettra à la culture de prendre une orientation beaucoup plus productive, plus commerciale.

¹¹⁾ Décision du Département de l'Intérieur du 5 avril 1929.

¹²⁾ Station cantonale d'arboriculture (Rap. de M. Benoit 1934).

¹³⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1932, p. 48.

Dès l'année 1924, le Département de l'Intérieur du Canton du Valais chargea l'Ecole de Châteauneuf d'organiser les cours centraux d'arboriculture. Jusqu'en 1926, ces cours avaient une durée de 2 ans, mais, depuis cette date, on jugea nécessaire d'y ajouter encore une année afin d'obtenir un enseignement plus complet.¹⁴⁾

Des cours semblables sont donnés à Viège, depuis 1920, pour la partie allemande du canton.¹⁵⁾

Les cours centraux d'arboriculture comprennent un total de 20 à 28 jours de théorie et de pratique, répartis sur une période de trois ans. La première année est réservée à la pépinière et au verger ; la seconde au jardin fruitier et le troisième aux cultures spéciales.

La distribution du programme est la suivante, à peu près chaque année : 3 jours de taille ; 3 jours d'ébourgeonnement, 2 jours de greffage et 1 jour de cueillette et d'emballage.

Les élèves de troisième année qui ont suivi régulièrement les cours, à Châteauneuf ou à Viège, sont appelés à un cours complémentaire avant de passer leur examen. La réussite de cet examen permet l'obtention d'un certificat de capacité.

L'enseignement est gratuit, mais la pension, le logement et le matériel sont aux frais de l'élève.

La grande utilité des cours fut très vite comprise, aussi, leurs succès fut-il rapide et il ne cesse de s'accroître. Lorsqu'ils commencèrent à être donnés à Châteauneuf, ils étaient suivis par une trentaine d'élèves. Depuis lors, le nombre des participants alla toujours en augmentant : en 1929, 75 et en 1935 près de 192 élèves réguliers. Les cours centraux de Viège n'enregistrent que 20 à 30 participants.¹⁶⁾

¹⁴⁾ Idem 1926, p. 24.

¹⁵⁾ Voir 1re partie «Cours et conférences». L'arboriculture facteur économique pour le Valais.

¹⁶⁾ Les renseignements concernant les cours centraux ont été fournis par la Station cantonale d'arboriculture.

Dans le but de décharger les cours centraux et en vue de permettre un enseignement plus général et plus intensif, il a été institué en 1929 des cours de moniteurs. (Cours de perfectionnement pour les meilleurs éléments des cours centraux).¹⁷⁾

On comprendra aisément l'importance de ces cours centraux, car on peut évaluer à plus d'un millier le nombre des élèves qui ont fréquenté ces cours, plus ou moins régulièrement, depuis leur création.¹⁸⁾

Jusqu'à la création de la Station cantonale d'arboriculture de Châteauneuf, l'organisation des cours et conférences arboricoles appartenait au Département de l'Intérieur. Nous savons que de nombreuses manifestations de ce genre eurent lieu dans tout le canton pendant cette époque, spécialement dans les communes qui en faisaient la demande. Nous en ignorons par contre le nombre approximatif, mais le budget annuel pour la rubrique cours et conférences s'éleva, en moyenne, de 1923 à 1929 à fr. 8,000.—.¹⁹⁾

En 1929, la Station de Châteauneuf se vit chargée de ce service. Indépendamment des cours centraux d'arboriculture, des cours itinérants et des conférences sont donnés à toutes les communes ou sociétés qui en manifestent le désir.

Une innovation intéressante a été introduite en 1930 dans ces organisations d'instruction et de propagande : ce sont des conférences accompagnées de projections lumineuses. La projection de 1,100 clichés et dessins frappe et retient l'attention des spectateurs, et permet une compréhension beaucoup plus facile qu'un exposé ordinaire.

¹⁷⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1929, p. 36.

¹⁸⁾ Pour les cours centraux avant la création de Châteauneuf voir : «L'arboriculture facteur économique pour le Valais», Ire partie, Chapitre II.

¹⁹⁾ Budget du Département de l'Intérieur.

De 1929 à 1935 (y compris), on organisa 56 cours itinérants qui réunirent 1,765 participants environ. Durant la même période, 159 conférences furent suivies par près de 14,386 auditeurs.²⁰⁾

Ces cours et conférences permettent d'atteindre toutes les couches de la population et, par ce fait même, de faciliter la réalisation du plan arboricole valaisan unifié.

Avant 1922, la lutte contre les parasites et les maladies des arbres fruitiers ne faisait pas l'objet d'une étude et d'essais officiels. L'Etat se bornait à prendre des mesures générales propres à éviter ou à circonscrire le fléau plutôt qu'à le combattre. Par son arrêté du 17 juin 1922, le Conseil d'Etat confia provisoirement au personnel de l'Ecole cantonale d'agriculture le soin de faire des essais pour les traitements des arbres.²¹⁾

En 1926, ce service de renseignements concernant la lutte contre les maladies et les parasites des cultures fut transformé en un organe spécial qui prit le nom de Station cantonale d'entomologie appliquée.

L'activité de cette Station se porte principalement sur l'étude de la biologie et des moyens de combat contre les parasites des arbres, de la vigne, des plantes et des abeilles. Elle fait des essais, puis renseigne gratuitement le public, par correspondance, par la presse et par des conférences.²²⁾

Son utilité est démontrée par le nombre de 4,000 renseignements qu'elle a fourni de 1926 à 1936.²³⁾

²⁰⁾ Station cantonale d'arboriculture et secrétariat des Stations agricoles, Châteauneuf.

²¹⁾ Arrêté du 17 juin 1922, Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 27, p. 370.

²²⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1926, p. 28 ; 1928, p. 48.

²³⁾ Dans ce chiffre ne sont pas compris les renseignements oraux. (Renseignements donnés par M. le Dr Leuzinger, chef de la Station d'entomologie appliquée, Châteauneuf).

CHAPITRE II.

Extension de l'Arboriculture de 1923 à nos jours : La Société de Pomologie, les pépinières commerciales et le recensement cantonal des arbres fruitiers en 1926

Malgré quelques erreurs, le rôle de l'Etat, des sociétés d'agriculture et des particuliers, s'était révélé des plus bienfaisants pour notre arboriculture. Aussi n'est-ce pas en méconnaissant tous ces louables efforts que l'idée d'une société de pomologie fut lancée.

Le Département de l'Intérieur prit la direction du mouvement et, le 25 mars 1928, la Société pomologique du Valais se constitua.²⁴⁾ D'entente avec l'Etat, elle travailla à l'encouragement de la culture fruitière. Son activité se porta sur l'étude de la pomologie au point de vue : 1. scientifique, génétique et de l'enseignement ; 2. commercial et industriel ; 3. cultural.

La commission scientifique a établi une liste très complète des essences et variétés dont la culture devait être recommandée en Valais. Dans cette excellente classification, il est fait une distinction judicieuse entre les régions de la plaine, des coteaux et de la montagne. Le genre de greffe et la nature du porte-greffe y sont également spécifiés par régions. Un état civil du verger valaisan, soit un ouvrage groupant toutes les observa-

²⁴⁾ Tiré, ainsi que la suite des Protocoles de la Société pomologique, chez M. Marc Roduit, à Leytron, secrétaire.

tions et les faits recueillis sur la culture des arbres fruitiers (triage, emballage, situation des marchés, etc.), a également été élaboré.

Au moyen de circulaires et d'articles dans la presse, la Société pomologique renseigne et oriente le public. Elle agit en étroite collaboration avec la Station cantonale d'arboriculture de Châteauneuf.²⁵⁾

Dans la séance du 20 février 1926, sa fusion avec la Société cantonale d'horticulture fut décidée.²⁶⁾ Sous le nom de Société cantonale d'horticulture et de pomologie du Valais se grouperont dorénavant 315 membres. Les deux administrations demeureront différentes, mais un pas sérieux sera fait quand même, vers l'union des forces et l'unité d'action.

Quoique la somme que l'Etat consacrait au subventionnement des pépinières commerciales ne fût limitée que par le nombre et l'importance de celles-ci, quelques pépiniéristes renonçaient de préférence au subside plutôt que de se soumettre à un contrôle. En 1924, il fut partagé 500 francs entre 9 inscrits, en 1927, 600 francs entre 13, et en 1932, 1020 francs entre 29. Les primes furent payées pour la dernière fois en 1933.²⁷⁾ Le contrôle n'était pas obligatoire avant l'arrêté du 15 avril 1926, qui n'autorisa à se livrer au commerce que les pépiniéristes remplissant les conditions suivantes :²⁸⁾

1. Avoir des pépinières établies selon les principes culturels actuels ;

²⁵⁾ Organisation de concours, expositions, etc.

²⁶⁾ Cette décision fut ratifiée par l'assemblée de la Société pomologique du 5 avril 1936. La Société d'horticulture s'y était déjà ralliée quelque temps auparavant.

²⁷⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1924, p. 33 ; 1927, p. 27 et pour 1932—33 voir à la Station cantonale d'arboriculture, Châteauneuf.

²⁸⁾ Arrêté du 15 avril 1926. Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 29, p. 118.

2. Pouvoir offrir annuellement à la vente, au moins 500 sujets en hautes et mi-tiges ou 1000 sujets au total ;
3. Ne posséder que des plants indemnes de maladies et de parasites ;
4. Garantir sur facture les espèces, variétés et provenances ;
5. Se soumettre au contrôle ;
6. Posséder une formation professionnelle.

Toute importation de plants et d'arbres fruitiers était soumise à une autorisation préalable du Département de l'Intérieur. Le but de cette mesure se trouvait être d'empêcher, par une inspection des envois à la frontière, l'introduction en Valais de plants infectés. Les gares avertissaient les inspecteurs de l'arrivée des colis, afin que les constatations pussent avoir lieu.²⁹⁾ Des contraventions furent dressées, mais le droit de pénalité en la matière ne s'appuyant que sur un arrêté, il était très difficile de l'appliquer rigoureusement. On peut affirmer, qu'en fait, à l'époque actuelle, ces dispositions ne jouent plus. Comme elles ont, depuis le début, présenté de nombreuses fissures, nous ne pouvons nous baser avec certitude sur aucun chiffre qui en résulte. Il eut été cependant fort intéressant de connaître quelles furent les importations exactes, de notre canton, en plants et en arbustes divers. Les données officielles que nous possédons sur les ventes des pépiniéristes sont bien souvent inférieures à la réalité. Ainsi, pour 1928, les pépinières commerciales auraient fourni 20,000 sujets, auxquels il faut ajouter 10,000 provenant de l'étranger.³⁰⁾ Ces chiffres sont demeurés incomplets, car pour atteindre à une parfaite exactitude, il aurait fallu tenir compte des arbres commandés directement en dehors du canton par

²⁹⁾ Station cantonale d'arboriculture, Châteauneuf.

³⁰⁾ Rapport de gestion du Département de l'Intérieur 1928, p. 26.

des particuliers ou encore sortant des établissements privés.

Le tableau que voici, donne une idée assez juste de l'évolution de nos plantations.³¹⁾

Développement des plantations en Valais

Périodes	Moyenne annuelle des arbres plantés
de 1900 à 1915	20,000
de 1915 à 1920	30,000
de 1920 à 1925	40,000
de 1925 à 1930	50,000
de 1930 à ce jour	70,000

Depuis 1926, de grands domaines arborisés ont été créés,³²⁾ ce qui a permis au chiffre de nos plantations annuelles d'atteindre une moyenne de 70,000 arbres pour ces dernières années.

Nos pépinières ont vu, surtout pendant la dernière décade, leur importance prendre des proportions considérables. Le recensement cantonal des arbres fruitiers, en 1926, constatait la présence en pépinières de 175,000 sujets greffés,³³⁾ et de 158,000 non greffés. Or les disponibilités pour 1935—1936 (automne 1935 et printemps 1936) s'élèvent à 177,000 plants dont 45,000 «Reinette du Canada», 42,000 abricotiers, 86,000 basses-tiges et 4,000 pommiers hautes-tiges, tous livrables immédiatement au commerce.³⁴⁾

³¹⁾ Tableau dressé par M. C. Benoit, chef de la station cantonale d'arboriculture, Châteauneuf.

³²⁾ Bellini, la Sarvaz, Saxil qui ont chacun plusieurs dizaines de milliers d'arbres fruitiers.

³³⁾ Il est à remarquer qu'une grande partie de ces 175,000 plants n'était pas prête pour la vente, se composant d'exemplaires greffés que depuis une année ou deux ans.

³⁴⁾ Station cantonale d'arboriculture, Châteauneuf.

Mais quelque grand qu'ait été le développement de la production indigène, elle ne suffit pas encore à nos besoins. En 1931, pour la première fois et seulement pour les abricotiers, l'importation n'eut pas à équilibrer l'offre et la demande.³⁵⁾ Nous pouvons croire que ce fait se renouvellera dorénavant pour cette espèce.

Le Valais reste tributaire de l'étranger principalement en «Canadas» et en basses-tiges en général ; en dehors du déficit économique qui en résulte, la qualité et l'authenticité des plants importés laisse souvent à désirer. D'autre part, nos propres sujets sont supérieurs quant à la sélection des variétés et à la maturité du bois (aoûtage), contrôlable avec plus de facilité et garantis par les vendeurs.

Il faut que nos établissements s'efforcent de produire surtout des «Canadas», puisque cette variété représente 90 % de nos plantations en pommiers hautes-tiges et basses-tiges, ainsi que des poiriers «William» et «Passe-Crassane».³⁶⁾

Il serait également nécessaire que les pépiniéristes puissent tenir à la disposition des acheteurs, une certaine quantité d'arbres d'un âge et d'une formation plus avancés. En raison d'une demande trop forte, ils n'ont pu le faire jusqu'ici, mais cela permettrait aux amateurs d'obtenir des résultats plus rapides ou de maintenir l'homogénéité d'une plantation.^{36)bis)}

Dans un pays tel que le Valais, où l'arboriculture offrait déjà vers 1900 de belles espérances, il est à regretter qu'un ou deux recensements n'aient pas eu lieu avant celui de 1926. Ce dernier est le seul dénombrement officiel que nous possédions. Il fut exécuté du 20 au 30 juillet 1926 par des agents communaux, munis des instructions du Département de l'Intérieur.

³⁵⁾ Station cantonale d'arboriculture, Châteauneuf.

³⁶⁾ Idem.

^{36) bis)} Cas de remplacement d'arbres ayant péri.

Chaque propriétaire dut noter tous ses arbres fruitiers³⁷⁾ et en transmettre les totaux aux agents recenseurs. Le bureau de statistique, service auxiliaire de la Division cantonale de l'Industrie et du Commerce, procéda au dépouillement et à la condensation des résultats.

Qu'en est-il au sujet de l'exactitude de cette opération statistique ? Ce recensement entrepris durant la période des travaux d'été a certainement rencontré quelques négligences. L'incapacité professionnelle d'une partie des propriétaires y produisit aussi des erreurs auxquelles la crainte du fisc en ajouta d'autres, plus nombreuses encore peut-être ! Abstraction faite de ces erreurs presque inévitables, ces résultats suffisent pour nous donner une idée assez exacte sur la situation de la culture fruitière en 1926 et sur le sens de son orientation.

Voici quels sont les nombres comparés des essences ainsi que des arbres non productifs :³⁸⁾

Résultats généraux

Espèces	Total	Sujets non en rapport	
		Nombre	en %
Pommiers	233,907	76,149	32,5
Poiriers	168,888	44,241	26
Abricotiers	87,832	25,902	29,5
Pruniers	92,536	18,413	20
Cerisiers	67,859	13,926	20,5
Noyers	29,222	9,839	33,7
Pêchers	13,959	7,547	54
Cognassiers	11,185	2,589	23
Totaux	705,388	198,606	28

³⁷⁾ Suivant les espèces et les variétés et préciser quels étaient ceux en rapport ou non.

³⁸⁾ Recensement cantonal des arbres fruitiers 1926, p. 1.

Il faut croire qu'il a été tenu compte dans ce tableau de bien des sujets dont le rapport ne devait pas être très appréciable (variétés à cidre et de ménage), mais il en ressort tout de même, qu'en Valais existaient à cette date 506,782 arbres fruitiers susceptibles de production.

Dans le résultat brut figurent 233,907 pommiers. Ce chiffre marque décidément le triomphe de la pomme commerciale.³⁹⁾ 96,600 sujets «Reinette du Canada» (41,31 %) et d'autres variétés de premier choix pour le 39,82 % du total. Les variétés de pommes de ménage et à cidre, bien que réunies, ne forment plus que le 18,87 % de l'ensemble.

Le poirier lui aussi a subi une sélection intéressante. Le nombre de 90,000 basses-tiges contre les 78,000 plein-vent accuse un écart, qui ne fera que s'accroître dans les années à suivre. Les variétés de ménage et à cidre représentent le 13 % du total, le reste se compose de fruits de commerce. Trois variétés de poires sont spécialement en faveur : les précoces de marché, les beurrées et surtout les «William». Cette dernière n'existait qu'à l'état de spécimens vers 1900 ; elle compte en 1926, 51,000 arbres (30 % du tout), dont 46,000 basses-tiges.

Pour l'abricotier, le changement s'est opéré en faveur de la variété «Luizet» qui réunit à elle seule le 85 %, soit 74,000 sujets sur 87,800.

Les progrès réalisés dans le choix des variétés ont couronné les efforts qui avaient été faits dans ce sens. L'impulsion est donnée, mais la réalisation doit forcément s'étendre sur de nombreuses années. Un travail plus considérable reste encore à faire dans le sens de la localisation de la culture. Elle demeure un peu épar-

³⁹⁾ Tous les chiffres qui suivent sont tirés du «Recensement cantonal des arbres fruitiers 1926, publié par les soins du Département de l'Intérieur.

pillée ; on s'obstine à planter certaines essences dans des endroits où leur adaptation n'est pas toujours parfaite. Un aperçu nous est donné par le tableau ci-contre.⁴⁰⁾

La culture des pommiers s'est principalement développée dans le Centre, en plaine et sur le bas-coteau. C'est d'ailleurs la région qui lui convient le mieux. Encore faut-il qu'un effort soit fait en faveur du coteau qui produit les meilleurs fruits tant au point de vue de leur beauté que de leur conservation.

En ce qui concerne le poirier, il déserte le verger et se concentre en plaine, dans les jardins fruitiers. On ne peut toutefois passer sous silence certaines régions, même en montagne, où en basses-tiges il réussit parfaitement.

Riddes, Saxon et Martigny sont, par excellence, les lieux de culture de l'abricotier. Là encore c'est le coteau qui donne les résultats les plus appréciés. On a tenté d'introduire un peu partout cette essence ; c'est une erreur, car dans de nombreux endroits cet essai est voué à un échec plus ou moins complet.

Le prunier est une espèce répandue dans tout le canton. Elle s'adapte partout grâce à ses qualités de résistance et, si le commerce de ses fruits n'est pas toujours rémunérateur, elle offre au moins l'avantage de récoltes régulières. Avec le prunier, le cerisier se trouve être un arbre très commun en Valais ; on le trouve à toute altitude ; seule la production de la plaine donne lieu à un commerce d'un ordre plutôt local, car la cerise, en général, supporte difficilement le transport. En montagne foisonnent des espèces non greffées dont le fruit est utilisé pour la distillation. La seule culture commerciale du cerisier, c'est-à-dire sous forme de buisson,

⁴⁰⁾ Ces chiffres sont tirés du «Recensement cantonal des arbres fruitiers 1926, publié par les soins du Département de l'Intérieur», p. 3.

Nombre d'arbres par espèces et par districts

Districts	Pommiers	Poiriers	Abricotiers	Pruniers	Cerisiers	Pêchers	Noyers	Cognassiers	Totaux
Martigny	42,389	39,325	61,017	8,524	9,184	1,208	2,993	1,918	166,558
Sion	55,534	42,317	10,804	13,745	6,191	3,292	3,015	3,156	138,054
Conthey	36,146	27,916	6,255	7,417	4,971	5,494	5,493	1,217	94,909
Sierre	27,309	19,176	4,031	18,237	5,866	1,700	3,359	2,342	82,020
Monthey	15,321	14,571	300	7,590	9,441	922	3,272	752	52,169
St-Maurice	8,123	7,420	1,515	5,782	5,790	372	1,401	589	30,992
Viège	7,810	1,947	1,139	7,119	5,566	340	1,103	182	25,206
Loèche	8,592	3,297	605	7,787	1,962	146	1,433	364	24,186
Brigue	8,566	4,029	929	4,989	2,572	223	2,458	367	24,133
Entremont	10,148	3,857	649	1,099	5,300	14	1,573	150	22,790
Hérens	7,887	3,609	374	5,016	4,371	79	1,352	78	22,766
Rarogne occident.	3,583	545	124	3,836	3,419	126	909	22	12,564
Rarogne orient.	1,585	698	87	1,148	2,153	43	810	30	6,554
Conches	914	181	3	247	1,073	—	51	18	2,487
Totaux	233,907	168,888	87,832	92,536	67,859	13,959	29,222	11,185	705,388

n'existe pas encore chez nous et il n'est pas indiqué de l'introduire en raison de la situation excentrique du canton.

La formule culturale du pêcher a subi de grandes modifications. Il se trouvait auparavant localisé dans le Centre, dans les vignes bien exposées au soleil ; il a commencé à quitter les murs de notre vignoble pour les jardins fruitiers. Pour le moment, sa plantation n'en est qu'à ses débuts, mais elle peut être susceptible d'un certain essor.

Jadis, le noyer étalait ses frondaisons à proximité de nombreuses localités. Le bénéfice de la vente de ses noix ne put soutenir la comparaison avec la valeur de son bois. La cadence de sa transformation en meubles et en crosses de fusils fut si accélérée qu'on put craindre, un moment, sa disparition. Depuis 1910 environ, on recommença à le planter. Pendant les 15 années qui précédèrent 1926 sa plantation s'éleva à 10,000 sujets.

Le nombre des châtaigniers diminue de plus en plus. Le versant gauche de la vallée du Rhône, à partir de Martigny, possède presque en exclusivité cette essence.

En résumé, le recensement de 1926 a mis en lumière l'admirable extension de la culture de certaines variétés : la « Reinette du Canada » et quelques formes naines pour le pommier ; le « Luizet » pour l'abricotier ; la « William » et les basses-tiges en général pour le poirier. Le jardin fruitier avec sa formule « le sol aux fruits », a été reconnu avantageux et nécessaire, et l'orientation consacrée par cette statistique n'a fait, depuis, que se préciser.

Pendant les 10 ans qui se sont écoulés, depuis le dernier dénombrement, le nombre des arbres fruitiers a subi une notable augmentation.⁴¹⁾ Elle intéresse avant

⁴¹⁾ L'estimation qui suit est de M. C. Benoit, chef de la Station cantonale d'arboriculture, à Châteauneuf.

tout les abricotiers dont le chiffre a doublé, ce qui le porte à 170,000 au début de 1936. Les basses-tiges ont quadruplé et le total des pommiers s'est accru de moitié. On peut donc évaluer les pommiers à 380,000 sujets environ⁴²⁾ et les poiriers à plus de 400,000. Quant aux autres espèces, elles ne bénéficient pas d'un changement très considérable.

Au total, d'après les moyennes annuelles des plantations, notre arboriculture s'est enrichie, de 1926 à 1936, d'à peu près 500,000 sujets. Ceci fait qu'à l'époque actuelle le million d'arbres fruitiers est amplement dépassé dans notre canton.

⁴²⁾ Les pommiers nains sont également estimés comme quadruplés.

CHAPITRE III.

Le commerce des fruits en Valais de 1923 à nos jours

Après 1923, le commerce des fruits entra dans une phase décisive. L'augmentation progressive de la production de certaines variétés détermina son orientation. Ce fut, premièrement, la pomme «Reinette du Canada» dont la quantité devenait d'année en année plus forte, qui se dirigea vers la France ; Paris devint bientôt le principal et presque l'unique client pour ce fruit. L'abricot suivit à peu près la même progression ; la Suisse allemande en demeura le principal débouché avec ses places de Zurich, Berne, Bâle et St-Gall. Quelques pays, comme l'Allemagne et les Etats nordiques avaient paru offrir des possibilités d'écoulement pour la pomme rouge ; mais il fallut y renoncer en raison des risques que comportaient les paiements. Cette espèce fut donc placée en Suisse romande, en Italie et dans le nord de la France. La poire est vendue un peu partout.

La physionnomie générale du marché des fruits change chaque année, suivant les récoltes et les mesures concernant les importations, prises par les pays voisins. La production valaisanne varie énormément ; ordinairement une année de forte récolte est suivie d'une autre de faible rapport. On nomme ces variations l'alternat. Mais là-dessus, viennent encore se greffer les méfaits du gel, qui parfois, réduit la récolte dans des proportions désastreuses. L'écoulement des fruits valaisans est su-

bordonné à la production suisse et étrangère. Lors des années d'abondance, le placement de nos fruits rencontre de grandes difficultés. En plus, des mesures émanant des gouvernements étrangers viennent parfois encore entraver fortement nos exportations. Tel fut le cas en 1931 ; l'Italie ayant soumis à une surtaxe de 15 % «ad valorem», la plupart des marchandises entrant dans le pays, nous perdîmes de ce fait un débouché représentant, pour les fruits, une centaine de wagons.⁴³⁾

En mai 1932, l'importation des fruits et légumes fut soumise au contingentement.⁴⁴⁾ Cette mesure, prise en vue d'empêcher que les marchés suisses ne fussent envahis par des produits étrangers à des prix bas, comparés aux nôtres, se révéla assez dangereuse. Nous possédons des marchandises que nous devons exporter ; c'est le cas pour la pomme du Valais. Or, pour chaque article que nous exportons, nous devons laisser entrer en Suisse une quantité équivalente (en principe) d'autres produits. Ordinairement, c'est le Département fédéral de l'Economie publique, section des importations, qui distribue les licences aux importateurs.⁴⁵⁾ Les taux de contingentement des fruits et légumes sont de 100 % fixés sur la base des importations de 1931. Depuis 1931, le nombre des importateurs a pu changer, leur activité a pu augmenter ; c'est pourquoi ces taux bénéficient de certains tempéraments, qui d'ailleurs, ne sont pas rendus publics.

Il n'existe aucune statistique générale, pour les importations et les exportations de fruits valaisans de 1923 à 1934, date à laquelle commença l'activité de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes. Voici, ce-

⁴³⁾ Rapport annuel de la Chambre Valaisanne de Commerce 1931, p. 34.

⁴⁴⁾ Arrêté du Conseil fédéral du 24 mai 1932, No 5.

⁴⁵⁾ En 1934, le Ministère français s'attribua cette répartition des licences : pour le troisième trimestre 1934, les contingents normaux pour la France furent fixés à 209 wagons pour toute la Suisse. Rapport de l'Office Central de l'Union Valaisanne 1934, p. 23.

pendant, quelles furent nos exportations pour les produits de l'arboriculture de 1923 à 1936.⁴⁶⁾

Les arbres, arbustes et plantes sont également soumis à un contingentement.⁴⁷⁾

Années	Exportations en 1000 kg.
1923	3,000
1924	5,500
1925	1,500
1926	2,500
1927	5,000
1928	3,000
1929	5,000
1930	1,500
1931	6,000
1932	5,000
1933	6,000
1934	9,000
1935	5,000

Malgré les alternatives de récoltes et les diminutions provoquées par le gel, on aperçoit une très nette progression dans les chiffres des exportations.

Il est difficile de connaître exactement dans quelle mesure les produits des diverses variétés entrent dans la composition des quantités exportées. En 1932 les pommes étaient représentées par environ 3 millions de kg. dont 2,7 millions de «Canadas», les abricots par 3,5 millions et les poires composaient la plus grande partie

⁴⁶⁾ Cette statistique a été établie suivant les données de l'Union des expéditeurs valaisans (Unex). Pour les années où nous pouvons comparer c'est-à-dire pour 1934 et 1935, ces chiffres correspondent à ceux donnés par l'office central. Ils peuvent donc être considérés comme exacts, à 100,000 kg. près.

⁴⁷⁾ Ils sont inscrits sous les Nos 208—210 du Tarif douanier.

du reste.⁴⁸⁾ Sur une exportation de 9 millions de kg., en 1934, les pommes entraient pour 4 millions ($\frac{3}{4}$ de «Canadas»), les abricots pour 2,2 et les autres fruits pour le reste.⁴⁹⁾ Les poires s'exportent annuellement, en moyenne, par 600,000 kg., les cerises par 20 à 30,000 kg.⁵⁰⁾

Où se dirigent nos produits arboricoles ?

Nous avons vu que la Suisse allemande était notre meilleure cliente pour les abricots. Voici dans quelles régions se répartissent nos livraisons de ces fruits en 1935.⁵¹⁾

Marchés	Quantités en kg.	% de la vente totale
Zurich	377,006	28 %
Berne	126,802	9 %
Bâle	125,569	9 %
Geeève	71,108	5 %
St-Gall	57,021	4 %
Lausanne	51,578	5 %
Autres rég. en Suisse		41 %

Donc le 100 % des ventes d'abricots s'effectuent en Suisse même. Nous y avons eu en 1935 comme principaux concurrents : la France avec une importation de 1,757,725 kg., l'Italie avec 1,051,056 kg. et les autres pays avec 755,683 kg. Au total sont entrés en Suisse en 1935, 3,564,464 kg. d'abricots étrangers.⁵²⁾ Cette concurrence est très dure, car les abricots valaisans ne parviennent sur le marché que 3 semaines environ après ceux des

⁴⁸⁾ Station cantonale d'arboriculture de Châteauneuf.

⁴⁹⁾ Rapport de l'Office central de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes 1934, p. 11.

⁵⁰⁾ Ceci s'entend pour des années normales.

⁵¹⁾ Rapport de l'Office central 1935, p. 6.

⁵²⁾ Idem, p. 7.

autres régions. Cependant, si nos produits se maintiennent par leur qualité, au-dessus des produits étrangers et si leurs prix ne dépassent pas un certain niveau, cette culture pourra se développer sans crainte aucune pour l'avenir.

Pour les pommes, c'est Paris qui demeure de loin le meilleur débouché. Sur une récolte de 4 millions de kg., en 1934, 314 wagons de 10 tonnes ont été exportés. 290 furent dirigés vers la France, 7 vers l'Italie et le reste vers les différentes régions de la Suisse.⁵³⁾ La pomme «Reinette du Canada» partit presque toute pour Paris, tandis que les pommes à épiderme rouge trouvèrent surtout des preneurs en Suisse.

Un bon client pour nos fruits fut la Fabrique de Conserves de Saxon qui absorba de 1923 à 1933 les quantités suivantes :⁵⁴⁾

Années	Quantités en kg.	Valeur en francs
1923	274,488	75,985
1924	522,829	106,711
1925	237,754	264,163
1926	422,227	167,816
1927	244,161	103,755
1928	473,964	279,449
1929	384,781	175,149
1930	248,095	132,588
1931	337,076	126,179
1932	534,552	115,163
1933	182,392	77,803
Totaux	3,872,319	1,624,761

⁵³⁾ Station cantonale d'arboriculture de Châteauneuf, suivant rapport de M. Spahr, chef-contrôleur, pour la Fruit-Union, Zoug.

⁵⁴⁾ D'après les relevés statistique du secrétariat de la Fabrique de Saxon.

La fabrique, en achetant de fortes quantités de nos fruits, nous évitait à certains moments un engorgement des marchés et un avilissement des prix. Elle permettait aussi, d'écouler certains produits ne supportant pas le transport, les cerises par exemple. Il est regrettable que cette entreprise ait dû, pour des raisons financières, cesser son activité en 1934.

Quel est l'avenir du commerce des fruits en Valais ? Depuis la nouvelle organisation de la vente, par l'Union valaisanne, une amélioration s'étant déjà produite, nous pouvons présumer que l'écoulement se fera dorénavant dans des conditions assez normales. Des complications douanières avec nos pays voisins pourraient nous fermer leurs marchés. Il est à supposer que dans une éventualité semblable, des mesures réciproques joueraient, et qu'à des prix un peu plus bas peut-être, la consommation nationale réussirait à absorber tout de même notre production.

Le commerce a été favorisé par l'appui du Département de l'Intérieur du canton ; de plus, les C.F.F. ont aussi fait un effort en sa faveur. Dès 1930, ils accordèrent un rabais de 30 % sur les tarifs pour les fruits. Ils organisèrent également des courses collectrices, et un train spécial pendant la saison des abricots ; ce train, voyageant de nuit, permet aux envois d'abricots de parvenir sur les marchés au moment de leur ouverture, le matin.⁵⁵⁾ Des wagons spéciaux ont été introduits pour les expéditions de fruits.

Pour les pommes et poires fraîches, sur le réseau français, le transport sur un trajet de 100 km. coûte : fr. 91.65 français les 1,000 kg. pour les expéditions partielles et fr. 59.20 français pour les expéditions par wa-

⁵⁵⁾ Rapport annuel de la Chambre Valaisanne de Commerce 1930, p. 54.

gons de 10 tonnes. Il faut déduire environ fr. 6 français par 100 km. sur ces taxes si les fruits sont destinés à l'exportation.⁵⁶⁾

Sur le réseau suisse, pour les mêmes catégories de fruits et les mêmes quantités, on paie de Sion à Lausanne (93 km.) fr. 28.40 pour les expéditions partielles et fr. 11.50 pour les expéditions par wagons de 10 tonnes.⁵⁷⁾ La différence est donc de fr. 10 environ par 100 km. et pour 1,000 kg. dans les expéditions partielles, d'après le tarif français. Les tarifs des expéditions par wagons de 10 tonnes semblent s'égaliser, mais il faut tenir compte du fait qu'en Suisse, il n'est pas fait de réduction pour les produits destinés à l'exportation. Une innovation fort intéressante serait de faire circuler, pour le transport des fruits délicats, pendant les mois très chauds, des wagons frigorifiques.

Lorsque les prix de vente des fruits valaisans seront ramenés au même niveau, ou à peu près, que ceux des pays concurrents, il est certain que la préférence ira à la qualité, et ceci représente une sérieuse assurance pour l'écoulement de nos produits à l'avenir, quelle que puisse être la situation générale des marchés.

⁵⁶⁾ Renseignements fournis par Danzas et Cie, transports internationaux, Genève.

⁵⁷⁾ Bureau des marchandises de la gare de Sion.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

1. L'Union des Expéditeurs de fruits du Valais

Réunis en assemblée constitutive, le 19 février 1931, les marchands fondèrent l'Union des Expéditeurs de fruits du Valais. C'est une association, groupant les commerçants de fruits en vue de la défense de leurs intérêts communs.¹⁾ Dans ce but, elle cherche des débouchés et elle s'efforce d'améliorer la qualité des produits exportés en rationalisant la cueillette, l'emballage, l'achat et la vente des fruits. Les statuts de l'Unex prévoient que, si l'intérêt commun l'exige, des règles peuvent être édictées qui seraient obligatoires pour tous ses membres. Au besoin, elle peut même provoquer l'intervention des pouvoirs publics.

Tous les marchands, domiciliés en Valais, ou les groupements qui reconnaissent les décisions de l'Union et s'engagent à favoriser son but de leurs efforts, peuvent en faire partie. Le nombre des adhérents était de 25 en 1932 et de 31 en 1933. Au début de 1936, l'Union comptait 39 membres.²⁾

A peu près tous les commerçants en fruits, revêtant une certaine importance, y sont affiliés. Si nous faisons abstraction des pommes, on peut dire que l'Unex contrôle le 98 % des produits de l'arboriculture.³⁾ Il n'en est pas de même pour la pomme. Tandis que le com-

¹⁾ Statuts de l'Union des expéditeurs de fruits (ou Unex).

²⁾ Chambre Valaisanne de Commerce.

³⁾ Chambre Valaisanne de Commerce.

merce des autres fruits exige des installations assez onéreuses et occasionne des frais généraux élevés, cette dernière est d'une manutention facile et peu coûteuse. Voilà pourquoi il existe pour cette espèce quelques marchands ou revendeurs qui ne s'occupent que de son commerce.⁴⁾ Après avoir tenu compte de ce fait, il s'avère tout de même que plus du 80 % des fruits passe par les membres de l'Union. Son influence commerciale se trouve donc prépondérante.

Ainsi, lorsque le 8 avril 1934 l'Unex adopta les statuts de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes, ce fut bien le commerce valaisan des fruits qui s'affilia à cette organisation.

Dès 1931, l'Union des expéditeurs étudia les moyens de relever la réputation de nos fruits sur les différents marchés. Seul, un contrôle des expéditions était susceptible de remplir cet office.⁵⁾ Il débuta en 1932 pour la fraise et l'abricot. L'année suivante, il fut complété et réorganisé. Les abricots avaient donné lieu dans les années précédentes à de nombreuses réclamations, spécialement de la part d'acheteurs suisses-allemands. La plupart de celles-ci étaient justifiées ; il importait donc d'aviser au plus tôt pour empêcher de nouvelles expéditions défectueuses de se produire.

En juillet 1932, l'Unex envoya aux grossistes et détaillants suisses, plusieurs milliers de circulaires pour les avertir de leur décision de soumettre à un contrôle sévère leurs envois de fraises et d'abricots.⁶⁾

Chaque colis devait être muni d'une étiquette portant les initiales et le numéro de l'expéditeur, ainsi que le standard de fruit vendu.

⁴⁾ Mais les expéditions par wagons sont presque toutes faites par l'Unex.

⁵⁾ Il existait depuis 1931 un contrôle organisé par la Régie des alcools, mais sur les pommes seulement.

⁶⁾ Circulaire du mois de juillet 1932. (Chambre Valaisanne de Commerce. La circulaire comportait, en outre, la liste des membres de l'Unex).

Les standards étaient fixés comme suit :

1. *Abricots de table* : pour appartenir à cette catégorie il fallait qu'ils soient sans tare, non tâchés et d'un calibre supérieur à 35 mm. de diamètre.

2. *Abricots à confiture* : c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas compris dans la catégorie précédente, pourvu qu'ils ne fussent pas flétris, ni de maturité insuffisante ou excessive, etc.

L'acheteur qui voulait contester la qualité d'un envoi, avisait immédiatement et l'expéditeur et la «Fruit-Union» à Zoug. Cette institution faisait procéder, sur le champ, à une expertise, par son représentant local. Les frais de l'opération étaient à la charge de l'acheteur. Cependant celui-ci pouvait en réclamer le remboursement à l'expéditeur si ce dernier avait été reconnu fautif.

La Chambre valaisanne de Commerce prononçait des sanctions contre les membres qui enfreignaient les dispositions précédentes. Les sanctions, sauf recours au Département de l'Intérieur, consistaient : en un avertissement après la première infraction, la seconde fois en une amende de 10 à 150 francs et la troisième fois en une amende égale au double de la première et de plus les étiquettes (de contrôle) étaient alors retirées.

Une nouvelle circulaire fut adressée aux intéressés en 1933. On apporta quelques modifications aux prescriptions de l'année précédente. Il y eut 3 catégories pour les abricots, par l'adjonction d'une qualité dite «Extra» qui devait correspondre à un diamètre minimum de 40 mm. Différents types d'emballage étaient recommandés mais non encore imposés. Dans les sanctions l'avertissement n'exista plus, on passait immédiatement à l'application d'une amende dès la première infraction.⁷⁾

⁷⁾ Circulaire du mois de juin 1933. Voir Chambre Val. de Commerce.

Les répercussions de ce contrôle furent excellentes. Désormais, l'acheteur, fort de cette garantie, accorda plus de confiance aux abricots valaisans. Ces heureux effets préparèrent l'opinion publique en faveur d'un contrôle général des fruits.

Telle fut l'activité de l'Union des expéditeurs, jusqu'à son affiliation à l'Union valaisanne pour la vente des fruits.

2. La Fédération des Producteurs de fruits du Valais et ses syndicats locaux

Dans les quelques années qui précédèrent 1934, les livraisons de fruits valaisans n'avaient pas donné entièrement satisfaction à la clientèle. Cela ne provenait pas toujours de la qualité de la marchandise, mais plutôt de la manière de la présenter, de la faire valoir. Sur ce plan, le Valais restait inférieur aux autres producteurs, passés maîtres dans l'art de la présentation des fruits. Jusqu'alors, l'effort individuel avait suffi pour que les produits pussent s'écouler, avec plus ou moins de facilité, mais à s'écouler quand même. Or pour résoudre certains problèmes comme le triage et l'unification des emballages, seul un effort collectif pouvait se montrer efficace.

Le commerce était déjà uni ; les producteurs décidèrent de se grouper également.⁸⁾ Cette union se fit sous les auspices du Département de l'Intérieur et de la Société cantonale de Pomologie.

Des syndicats commencèrent par se former dans les communes arboricoles du canton et ces syndicats locaux se réunirent sous le titre de Fédération des Producteurs de fruits et légumes du Valais. La Fédération

⁸⁾ Voir l'Union pour la vente des fruits et légumes, 3^{me} partie, chapitre II.

des Producteurs fut constituée dans l'assemblée du 9 juin 1934.⁹⁾ Elle comprenait 17 syndicats comptant au total 1,500 producteurs.

Le but de ces organisations locales¹⁰⁾ est de grouper les producteurs de fruits et de légumes d'une localité ou d'un rayon, de leur assurer un écoulement rationnel et rémunérateur de leurs produits et, en résumé, de leur procurer tous les avantages découlant d'une organisation bien comprise de la production. Ils peuvent se composer de membres individuels, d'associations, de coopératives ou de sociétés, domiciliés dans le rayon d'activité du syndicat. Les sociétaires doivent se conformer aux statuts et règlements de la Fédération. Ils se soumettent au contrôle et surtout ils ne livrent leur production qu'à des marchands membres de l'Unex. Les syndicats nomment des délégués qui les représentent auprès de la Fédération ; leurs statuts doivent être en outre adoptés par celle-ci

La Fédération est une association des syndicats de producteurs de fruits et légumes du Valais.¹¹⁾ Elle est inscrite au Registre du Commerce et son siège se trouve à Saxon. Le but qu'elle poursuit consiste à protéger par tous les moyens utiles les intérêts de toutes ses sections adhérentes ; de contribuer à l'amélioration de la culture et du commerce des fruits et des légumes et, de favoriser l'écoulement des produits de ses membres.

La qualité de sociétaire ne peut être acquise que par les syndicats, inscrits au Registre du Commerce, qui adhèrent à ses statuts.

En résumé, la Fédération représente la production au sein de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes.

⁹⁾ Protocoles de la Fédération des producteurs de fruits et légumes du Valais.

¹⁰⁾ Statut type des syndicats locaux.

¹¹⁾ Statuts de la Fédération des producteurs de fruits et légumes du Valais.

CHAPITRE II.

1. L'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes et son Office central

Les fruits valaisans avaient toujours réussi à trouver un placement, soit sur les marchés suisses, soit à l'étranger. Mais, devant l'active et incessante propagande en faveur des produits étrangers, devant l'organisation excellente de leur commerce dirigé spécialement vers l'exportation, devant la qualité de leurs marchandises qui, si elle n'était pas toujours supérieure, ne descendait toutefois pas au-dessous d'un certain niveau, devant leurs prix bas, que pouvait opposer notre canton ? La merveilleuse qualité de ses fruits. Oui certes ! Ceci chacun devait le reconnaître. En dehors de cet avantage, la situation n'était pas brillante. La mentalité de certains producteurs datait d'une autre époque, de celle où leurs produits s'écoulaient encore avec beaucoup de facilité. C'est pourquoi, ils ne donnaient pas un soin suffisant au triage des fruits lors de la cueillette. Par contre coup, quelques marchands, de peur de perdre une partie de leur clientèle, n'osaient pas refuser cette marchandise qui parvenait ainsi sur le marché avec peu de chances de soutenir la concurrence étrangère.

Les emballages laissaient aussi fort à désirer. Le Valais ne possédait pas une harasse spéciale ; de vieux cageots, des caisses d'origine étrangère, tout était jugé suffisant pour les expéditions.

La nécessité d'une organisation devenait de jour en jour plus urgente. En 1931, le système des contingentements avait été introduit. On ne pouvait forcer nos exportateurs de fruits à se servir pour une partie de leurs achats, en Valais, si nos produits n'étaient pas susceptibles de donner satisfaction à leur clientèle. Il fallait donc, au plus tôt, se mettre en mesure, de remédier à cette situation générale défectueuse, par une entente intervenant entre les producteurs.

On ne pouvait envisager, pour le Valais, la création de marchés de production et de consommation.¹²⁾ Notre canton ne s'y prêtait pas en raison de son éloignement des lieux de consommation. Il restait la coopérative de production et de vente. Cette formation eut parfaitement permis d'atteindre le but que se proposaient les producteurs ; mais après examen on dut y renoncer. Elle ne pouvait être créée que sur une demande formelle des producteurs, elle aurait, de plus, exigé des fonds considérables, un grand nombre d'adhérents, un personnel assez nombreux, des locaux et du matériel. En un mot, son organisation devait être pareille à celle d'une bonne maison de commerce. Elle éliminait également les commerçants sérieux, ceux qui jusque là, avaient contribué au bon écoulement des fruits du Valais.

C'est pourquoi on en vint à une troisième forme, l'organisation mixte, faite d'une association des producteurs, des expéditeurs et des consommateurs. Un office central servit d'organe de liaison entre ces différents groupes. De cette façon, au lieu qu'une concurrence acharnée divisât les producteurs et les marchands, s'établissaient entre eux une entente et une coopération loyales.

¹²⁾ C'est un système fort répandu en France. Les marchés types en sont : Chateaufort en tant que marché de production et les Halles de Paris pour le marché de consommation.

Mais avant d'arriver à la réalisation de ce projet, de nombreuses prises de contact entre la production et le commerce eurent lieu, car il s'agissait de bien définir leurs positions respectives.¹³⁾ De ces discussions sortirent les statuts de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes, statuts qui furent approuvés par les deux parties contractantes en séance constitutive du 8 avril 1934.¹⁴⁾ Simultanément, et quelque temps auparavant, la Fédération des Producteurs, les syndicats locaux et l'Office central s'étaient formés.

La direction de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes est confiée à l'Office central.¹⁵⁾ Le but principal de celui-ci est de servir de liaison entre le producteur et l'expéditeur et, entre ce dernier et la clientèle. Son organisation comprend un Conseil d'administration, une Commission des prix, une Direction et des vérificateurs de comptes.¹⁶⁾

Le Conseil d'administration est l'organe supérieur de l'Union, il surveille sa marche en général et nomme la Direction. Sa composition, fixée à 10 membres, comprend 5 représentants de la Fédération et 5 de l'Unex. Si les deux parties ne se trouvent pas en nombre égal aucune décision ne peut être prise.

La Commission des prix se compose aussi d'un nombre égal de producteurs et de marchands. Ses décisions sont importantes, car elles engagent tous les membres des deux parties représentées.

¹³⁾ Ces réunions se firent sous les auspices de la Société pomologique du Valais, dont l'action contribua grandement à la formation de l'Union pour la vente. C'est pour cette raison que ces détails figurent dans les Protocoles de cette société.

¹⁴⁾ Protocoles de la Société de Pomologie.

¹⁵⁾ Les premiers statuts de cet Office furent adoptés le 8 avril 1934. D'autres statuts apportant quelques modifications aux anciens ont été acceptés, le 25 avril 1935 par l'Unex et le 23 mai par la Fédération.

¹⁶⁾ Règlement de l'Office central.

Une personne qualifiée assume la tâche délicate de la direction de l'Office central.

Voici comment fonctionne l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes. Dès le premier jour de la récolte d'une sorte de fruit, le Directeur de l'Office central se met en rapport avec la consommation,¹⁷⁾ afin de connaître comment la situation se présente sur les différentes places. En possession de ces renseignements, il convoque la Commission des prix. Celle-ci, sur ces bases et d'après les pronostics de récolte probable, fixe, pour les diverses catégories (1er choix, 2me choix, etc.), les prix qui seront payés aux producteurs et les prix de vente. Si à l'apparition de nos fruits sur le marché, ces normes ont paru trop basses ou trop élevées, la commission se réunit à nouveau et ramène celles-ci à un juste niveau. Ainsi, durant la cueillette d'un fruit, les prix peuvent être changés plusieurs fois, suivant les variations du marché ; les décisions de la Commission sont immédiatement communiquées, au moyen de circulaires, aux membres de l'Unex et aux présidents des syndicats locaux.¹⁸⁾

Du côté des producteurs syndiqués, leurs obligations consistent à livrer toute leur récolte aux membres de l'Unex.¹⁹⁾ La marchandise doit être déjà triée suivant des prescriptions précises. Elle est payée selon les décisions prises par la Commission des prix. Quelquefois, cette dernière n'ayant pas encore avisé les intéressés, seule la qualité peut être inscrite sur les bulletins de livraison. Le marchand, faisant partie de l'Unex, ne peut accepter que des produits des membres syndiqués, dans les localités qui possèdent un groupement de ce genre. De plus, il lui est interdit de vendre au-dessous

¹⁷⁾ L'Office central de propagande en faveur des produits de l'arboriculture à Zurich, la Fruit-Union à Zoug et les différents marchés.

¹⁸⁾ Secrétariat de l'Office central, Saxon.

¹⁹⁾ Statuts des syndicats locaux.

des prix fixés par l'Office Central.²⁰⁾ Des amendes de 500 à 1,000 francs sont prévues pour les infractions à cette règle. Si les prix sont trop élevés pour que la marchandise puisse être vendue, exceptionnellement, elle pourra être consignée auprès de l'Office qui la placera aux risques et périls de l'expéditeur.

Voici par exemple les prix des abricots, valables, pour la journée du 7 août 1935 :²¹⁾

Prix d'achat des abricots.

1er choix : fr. 0.67 le kg., livrés aux dépôts des intermédiaires ;
fr. 0.69 le kg., livrés au dépôt central.

2me choix : fr. 0.47 le kg., livrés aux dépôts des intermédiaires ;
fr. 0.49 le kg., livrés au dépôt central.

Prix de vente des abricots.

1er choix : fr. 0.80 le kg. pour les expéditions par wagons ;
fr. 0.85 le kg. pour les expéditions partielles.

2me choix : fr. 0.60 le kg. pour les expéditions par wagons ;
fr. 0.65 le kg. pour les expéditions partielles.

Il existe pour le commerce des abricots, des commissionnaires qui prennent la marchandise chez le producteur pour le livrer ensuite aux commerçants. C'est

²⁰⁾ Décision de l'Assemblée générale de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes, du 26 avril 1935. Les prix de vente sont ordinairement supérieurs de fr. 0.10 à fr. 0.15 par kg. aux prix payés aux producteurs. Cette différence constitue la marge de bénéfice du marchand.

²¹⁾ Protocoles de la Commission des prix, séance du 6 août 1935.

l'endroit où les fruits sont rassemblés qu'il faut entendre par le dépôt des intermédiaires, tandis que le dépôt central est celui du marchand. Pour les autres fruits, les prix se prévoient de la même façon. Tout au plus fait-on, pour la pomme, une différence entre celle provenant de la plaine et celle du coteau, cette dernière étant plus appréciée.²²⁾

Les divers frais de l'Office Central sont couverts par une redevance, qui se montait au début à fr. 0.50 par 100 kg. de marchandise expédiée, et ensuite à fr. 0.30 par 100 kg.²³⁾ Cette taxe est perçue au moment de l'expédition. Elle sert à payer les contrôleurs des fruits et les autres frais divers (personnel, téléphone, correspondance, etc.).

L'Office Central de l'Union des expéditeurs de fruits et légumes du Valais a fonctionné pour la première fois en 1934. En général, il a rencontré un bon accueil et a pu travailler d'une façon satisfaisante à remplir le but qu'il s'est assigné. Un seul cas ne put se résoudre facilement. Il existait au moment de sa formation 3 coopératives fruitières en Valais : à Fully, à Charrat et à Martigny. Pour qu'elles pussent faire partie de l'Union, il aurait fallu qu'elles remplissent les conditions suivantes : être affiliées à un syndicat local, ne plus augmenter le nombre de leurs membres et se soumettre aux décisions générales de l'Office central. Ceci, sous peine des mêmes sanctions que celles appliquées par l'Unex. Elles ne voulurent pas s'y soumettre, spécialement à la restriction touchant le nombre de leurs membres. Mais la Fédération des producteurs, en assemblée du 8 août 1935,²⁴⁾ décida de supprimer cette clause et déclara accepter les coopératives dans son sein à con-

²²⁾ Cette différence n'est que de 1 à 2 cts par kg.

²³⁾ Protocoles de l'Union valaisanne, séance du comité d'organisation du 1er mai 1935.

²⁴⁾ Protocoles de la Fédération, assemblée du Conseil d'administration du 8 août 1935.

dition qu'elles fassent partie d'un syndicat local et qu'elles n'achètent de la marchandise que chez leurs membres. De sorte qu'en ce moment, rien n'empêche plus les coopératives fruitières d'adhérer à l'Union valaisanne.

L'opinion publique, assez rétive au début, car elle n'était pas encore faite à l'idée d'une discipline collective, change peu à peu. La nécessité pour le Valais, de posséder une solide organisation de ce genre, commence à être comprise un peu partout. En fait, l'institution qui rencontra une certaine hostilité fut le contrôle des expéditions de fruits et légumes, complément indispensable de l'Union pour la vente.

2. Service de contrôle des expéditions de fruits et légumes

L'idée d'un contrôle n'était pas nouvelle, même en Valais. Un contrôle fonctionnait en Suisse allemande depuis de nombreuses années. En 1916, il avait été introduit pour la première fois en Valais, puis délaissé à partir de 1920. L'Etat le rétablit par arrêté du 6 septembre 1927.²⁵⁾ Chaque année, par la suite, on promulga un arrêté analogue ;²⁶⁾ il consistait, en une interdiction du commerce des fruits tarés ou insuffisamment mûrs, en la fixation des dates de la cueillette et en une réglementation des emballages (concernant leur capitonnage). Les fruits ne remplissant pas les conditions exigées devaient être refusés ; mais le contrôle n'était effectué que par les agents des polices cantonales et communales et pratiqué au moyen de quelques rares sondages. Une vérification aussi superficielle ne pouvait avoir une grande efficacité.

²⁵⁾ Recueil des lois, décrets et arrêtés, tome 30, p. 56.

²⁶⁾ Idem 1928, tome 30, p. 197 ; 1929, tome 31, p. 130, etc.

Au mois d'octobre 1931, un contrôle des fruits à pépins fut institué par les soins de la Fruit-Union suisse à Zoug. Son but était d'améliorer les livraisons. Pour toutes les expéditions contrôlées, la Régie des alcools faisait une ristourne sous forme de prime.²⁷⁾ Encore maintenant, la vérification des envois de pommes relève de la Fruit-Union, Zoug. En 1932 et 1933, fonctionna un contrôle pour les abricots, organisé par l'Union valaisanne des expéditeurs de fruits. Ces mesures n'étaient pas assez générales et leurs sanctions ne s'appuyaient pas sur une autorité suffisante pour en assurer une complète observation.

Alors intervint, en 1934, le contrôle des expéditions de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes. Tout comme pour la création de l'Union, les promoteurs du mouvement en faveur d'un contrôle général de nos fruits, furent le Département de l'Intérieur du canton du Valais et la Société de pomologie.²⁸⁾ Des arrêtés cantonaux vinrent sanctionner les décisions de l'Office central, en la matière.²⁹⁾

En 1934, les abricots furent spécialement contrôlés. Les personnes ou les groupements, s'occupant du commerce de ces fruits, devaient demander l'autorisation de s'y livrer, au Département de l'Intérieur, s'ils ne faisaient pas partie de l'Union des expéditeurs.

Des prescriptions précises règlent les conditions que doivent remplir les fruits que le producteur livre au marchand. Seules les catégories, dites commerciales, peuvent être acceptées par ce dernier. Il est procédé à

²⁷⁾ La prime était de fr. 30.— par wagon environ. M. Joseph Spahr, Sion, chef contrôleur de la Fruit-Union pour le Valais.

²⁸⁾ Le plus grand mérite revient au président de la Société de Pomologie, M. le Conseiller d'Etat Maurice Troillet.

²⁹⁾ Arrêté du 9 juillet 1934 pour les abricots. «Bulletin officiel», p. 1417; Arrêté du 8 septembre 1934, «Bulletin officiel», p. 1101; Arrêté du 29 mai 1935, «Bulletin officiel», p. 855; Arrêté du 18 avril 1936, «Bulletin officiel», p. 715.

un triage suivant le choix et la qualité de la marchandise. Les emballages à utiliser pour ces expéditions sont ainsi prescrits :³⁰⁾

1. pour la qualité «extra», des plateaux, type Moderna, Vernayaz, emballages neufs.
2. pour le premier choix, des plateaux de même type, emballages neufs, ou des billots Mussy, à l'état de neuf.
3. pour le second choix, des paniers en buchilles (5 à 10 kg.), type Moderna, Vernayaz, neufs ou à l'état de neuf.

De plus, toutes les expéditions doivent se faire, poids brut pour net,³¹⁾ à emballage non repris (emballage «perdu»).

L'Office central délivre des estampilles (marques officielles), qui ne peuvent être utilisées que par les membres de l'Unex. Les marchands qui n'en font pas partie ne peuvent les employer, mais, malgré cela, ils n'en sont pas moins soumis au contrôle et aux frais qu'il entraîne. Si un commerçant veut bénéficier de la marque officielle et de la publicité faite par l'Office central, il doit acquérir la qualité de membre de l'Unex.³²⁾

L'opération de contrôle est effectuée dans les gares, par deux chefs-contrôleurs (un pour le Haut-Valais et l'autre pour le Bas) ayant sous leurs ordres des contrôleurs, choisis de préférence parmi les élèves sortant de l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf ou des cours centraux d'arboriculture.³³⁾ Ceux-ci font à la réception des fruits par le marchand et à chaque expédition de

³⁰⁾ Il existe, à Vernayaz, depuis quelques années, une fabrique d'emballages. Cette fabrique joue un rôle fort utile dans l'unification de notre harasse.

³¹⁾ Arrêté du 9 juillet 1934 concernant la cueillette et l'expédition des abricots. «Bulletin officiel», p. 1101.

³²⁾ Idem.

³³⁾ M. Joseph Spahr, Sion, chef contrôleur.

nombreux sondages et toute marchandise non conforme aux standards fixés est rigoureusement écartée. Pour que les fruits puissent sortir du Valais ils doivent porter l'estampille de contrôle ; de ce fait, les expéditions par la route n'échappent pas à la règle générale. La redevance due par les expéditeurs pour le contrôle des fruits est la suivante pour 1936 :

35 cts par 100 kg. pour les produits expédiés par camions du canton.

30 cts par 100 kg. pour les fruits et légumes expédiés par C.F.F.

50 cts par 100 kg. pour les produits expédiés par camions étrangers au canton.³⁴⁾

Ces diverses taxes sont à acquitter sur le champ et servent, comme nous l'avons vu, à couvrir les frais de l'Office central.

Au cas où des contestations s'élèveraient au moment de la réception des fruits, l'acheteur doit immédiatement aviser la Fruit-Union à Zoug qui fait procéder aux constatations nécessaires par son représentant local.³⁵⁾ Si l'expéditeur a été reconnu fautif, l'Office central sévit suivant les pénalités fixées par les statuts de l'Unex.³⁶⁾

Chaque jour, les contrôleurs envoient à leur chef un rapport mentionnant, leurs heures de travail, les genres, qualités et quantités des marchandises contrôlées, ainsi que les remarques éventuelles.³⁷⁾

Le contrôle fonctionne d'une façon tout à fait analogue, pour tous les fruits et légumes, exception faite pour la pomme dont les expéditions relèvent toujours directement de la Fruit-Union.

³⁴⁾ Arrêté du 18 avril 1936 concernant les expéditions des fruits, «Bulletin officiel», p. 715.

³⁵⁾ L'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes est affiliée aux organisations centrales suisses qui sont : La Fruit-Union et la Légume-Union à Zoug.

³⁶⁾ Secrétariat de l'Office central.

³⁷⁾ M. Joseph Spahr, chef contrôleur, Sion.

Jusqu'à maintenant, cette organisation n'ayant fonctionné qu'en 1934 et 1935, on ne peut encore se prononcer définitivement sur son utilité pratique. Quoiqu'il en soit, les expéditions se sont déjà améliorées et le contrôle n'étant encore qu'à ses débuts, se perfectionnera certainement dans les années suivantes. Comme conséquence logique, la clientèle se trouvant satisfaite, nos facilités d'écoulement augmenteront. Des importateurs étrangers ont déjà fait connaître les heureuses répercussions de cette institution. Si le Valais est en bonne voie de gagner la confiance des acheteurs et nos produits de surpasser la réputation des fruits de la Suisse allemande, c'est en grande partie au contrôle qu'il faut l'attribuer.

CHAPITRE III.

L'Arboriculture en tant que facteur économique pour le Valais

Après une longue période, pendant laquelle l'orientation que l'on donna à l'arboriculture ne fut pas toujours exempte d'erreurs,³⁸⁾ une culture fruitière à rendement commercial est enfin réalisée en Valais, depuis quelques années.

L'arboriculture revêt une importance spéciale pour notre canton ; ceci, le recensement cantonal des arbres fruitiers, de 1926, l'a démontré. Il existait à cette époque 705,387 arbres fruitiers en Valais, ce qui représentait un nombre moyen de 5 arbres par habitant. Mais, en prenant le seul nombre des propriétaires, on obtenait une moyenne bien plus élevée :³⁹⁾

A l'époque actuelle, le chiffre des arbres fruitiers ayant passé à plus de 1,200,000, la moyenne d'arbres par habitant atteint le chiffre de 9. Le nombre moyen d'arbres, que possède chaque propriétaire, dépasse 130 unités.

Il est presque impossible d'évaluer la production totale et exacte de l'arboriculture valaisanne. Dans le calcul de la quantité, trop de facteurs nous sont inconnus. Si nous prenons une moyenne de 6 millions de kg.

³⁸⁾ Les erreurs portèrent sur l'exécution plutôt que sur le sens général de l'orientation.

³⁹⁾ Recensement cantonal des arbres fruitiers 1926, p. 5.

Districts	Nombre moyen d'arbres par propriétaire
<i>Canton</i>	77,6
Sion	123,7
Martigny	98,7
Conthey	93,4
Sierre	65
St-Maurice	58,5
Monthey	52
Viège	50,6
Hérens	47,3
Brigue	44,5
Loèche	42,6
Rarogne Occidental	42,4
Rarogne Oriental	36,3
Conches	28,8
Entremont	27,4

pour les expéditions annuelles,⁴⁰⁾ nous devons, pour arriver au chiffre de la production, y ajouter toute la consommation locale et familiale. Très approximativement, la consommation indigène se monte annuellement à un million de kg. Au total, cela représente donc un rendement moyen de 7 millions de kg. ou de 50 kg. par habitant.

La valeur totale de notre production est encore plus difficile à établir, les prix d'une même espèce variant d'un jour à l'autre, pendant la même saison. En prenant un prix moyen de fr. 0.30 par kg.,⁴¹⁾ nous obtenons la

⁴⁰⁾ Chiffre des exportations annuelles moyennes de 1931 à 1936.

⁴¹⁾ Ce qui est un prix faible, car le gros de la récolte est constitué par les abricots et les pommes dont les prix moyens varient de 0.50 à 1 fr. pour les abricots et de 0.20 cts à 0.50 cts pour les pommes.

somme de fr. 1,800,000.—, rien que pour les exportations.⁴²⁾ Cette estimation est loin d'être exagérée et demeure bien au-dessous de la réalité.

Afin d'illustrer par un exemple le rapport de l'arboriculture, citons le cas d'un verger de 30 pommiers «Reinette du Canada» plantés en 1909. Pendant les 7 premières années, il n'y eut aucune récolte et jusqu'à la dixième année, les fruits furent absorbés par le ménage. A partir de 1919 le rapport se chiffra comme suit :

Années	Rapport en francs
1919	114.40
1920	101.15
1921	108.50
1922	401.50
1923	—.—
1924	400.—
1925	—.—
1926	220.40
1927	1,611.—
1928	21.—
1929	1,085.—
1930	456.80
1931	2,100.—
1932	100.80
1933	4,650.—
1934	345.—
1935	4,025.—
Total	15,740.55

⁴²⁾ Les fruits ne servant pas à l'exportation sont en général de 2me choix ou de qualité inférieure.

Cela nous donne un rendement brut de fr. 600.— par an depuis l'année de plantation. Les frais d'établissement peuvent être évalués à fr. 400.— au maximum, l'entretien au plus à fr. 150.— par an, ce qui porte les frais de culture au total à fr. 4,300.— pour les 26 années. Le rendement net moyen s'élève donc pour ces 30 pommiers à fr. 440.— par an. Ces arbres n'ont pas encore atteint leur maximum de croissance, et c'est à partir de maintenant que la récolte deviendra normale.

Cet exemple intéresse la pomme ; pour l'abricot, le rendement se montre encore plus appréciable, car on peut compter sur des récoltes dès la dixième année qui suit la plantation.⁴³⁾

Le splendide développement qu'a enregistré l'arboriculture en Valais est donc parfaitement justifié. Même si les prix de vente baissaient encore de plusieurs points, son rapport demeurerait supérieur à celui de la vigne, par exemple. Le marché de tous les produits est engorgé, aucun autre article n'offre en Valais des possibilités d'améliorer sa situation économique. Seule, la culture des arbres fruitiers est susceptible de s'étendre encore ; avant 15 ans, la production en fruits du canton aura doublé et la plaine du Rhône, ainsi que le coteau, sont appelés à devenir un vaste verger d'où sortiront plus de 10 millions de kg. de fruits autant en pommes qu'en abricots.⁴⁴⁾

⁴³⁾ Malgré que l'abricotier soit très sensible au gel, son rapport en moyenne reste supérieur à celui des autres essences.

⁴⁴⁾ M. C. Benoit, Chef de la Station cantonale d'arboriculture de Châteauneuf.

CONCLUSION

CONCLUSION

Orientation et possibilité de développement de l'arboriculture en Valais

L'orientation donnée à l'arboriculture en Valais est très judicieuse ; on a spécialement poussé la culture de la pomme «Canada» et de l'abricot, car il faut que le canton s'efforce de produire ce qui ne peut être fait ailleurs, tout au moins dans d'aussi bonnes conditions. Pour la poire d'été, à part quelques variétés précoces, la France et l'Italie nous surpassent.¹⁾ La poire d'automne si elle n'est pas de bonne conservation ne peut résister à la concurrence du raisin et celle d'hiver est produite en quantité par la France. Le cerisier et le prunier poussent partout et leurs fruits ne supportent pas facilement le transport. Quant à la pomme, les pays voisins en sont de gros producteurs, exception faite pour la «Canada».²⁾ Or, il ne reste ainsi, que cette dernière et l'abricot dont la culture soit avantageuse. Car, dans le Valais, en raison de son climat particulier, les fruits atteignent une qualité insurpassable. De plus, le nombre des régions où ces espèces s'acclimatent parfaitement, est très limité.

¹⁾ Une forte extension des poiriers basses-tiges en général n'est donc pas à recommander pour le Valais. Pourtant le développement de ces espèces a été très fort ces dernières années.

²⁾ L'introduction de la culture d'une pomme à épiderme rouge, dont la conservation serait parfaite, rendrait un grand service à l'arboriculture. Mais jusqu'ici aucune variété n'a donné satisfaction.

La cadence des plantations annuelles, qui s'élèvent à environ 70,000 sujets, n'a pas lieu de se ralentir. En 1946, nous atteindrons certainement le beau chiffre de 2 millions d'arbres fruitiers. Et la production suivra cette ascension. Il n'y a cependant pas trop de craintes à avoir au sujet de l'écoulement de ces produits, si l'orientation donnée à l'arboriculture demeure ce qu'elle est. A l'heure actuelle entrent en Suisse chaque année à peu près 3 millions de kg. pour les abricots et, on peut placer, pour peu que les contingentements jouent, le double de nos exportations de pommes sur les marchés français.

Résumons la situation présente de l'arboriculture et voyons s'il n'y a pas lieu d'améliorer certaines pratiques actuelles.

Au point de vue cultural, un énorme progrès est réalisé. Nous possédons un enseignement uniforme et un plan cantonal arboricole, dont la réalisation est fort avancée grâce à l'activité de la Station cantonale d'arboriculture de Châteauneuf. La lutte contre les maladies et les parasites relève de la Station d'entomologie appliquée qui la pratique d'une façon rationnelle. Que reste-t-il à étudier ? Deux questions très importantes : la lutte contre le gel et ce qui concerne la fécondation des arbres fruitiers. Il est inutile d'insister sur les méfaits considérables causés par les gelées blanches ; ils se chiffrent par millions.^{*)} L'Ecole d'agriculture de Châteauneuf a fait des essais durant ces dernières années en vue de trouver un moyen efficace contre ce fléau ; les essais de l'Ecole se sont portés principalement sur les « chaufferettes californiennes », tandis qu'au domaine de la Sarvaz des appareils fulmigiènes ont été utilisés. Ces tentatives se sont montrées, en général, efficaces, et les

^{*)} En 1935, un million de francs fut perdu par suite du gel. « Revue Horticole suisse » 1935, No 6. Cette perte est peu importante, comparée à celle subie d'autres années.

frais qu'entraîne l'emploi de ces appareils sont loin d'être disproportionnés avec la perte qu'ils permettent d'éviter. La lutte contre les gelées blanches doit être intensifiée et rendue générale, au moyen de prescriptions cantonales si cela est nécessaire.

La question de la fécondation est actuellement à l'étude à l'Ecole cantonale d'agriculture. Certaines variétés fruitières, se fécondent elles-même (autofertiles), d'autres au contraire, exigent un pollen étranger pour être fécondées (autostériles). Or la « Reinette du Canada », la plus importante de nos pommes est autostérile ; si jusqu'à maintenant ses récoltes ont été abondantes, cela provient de la grande diversité des variétés cultivées. C'est pourquoi, par suite de l'extrême extension de sa culture, il devient nécessaire de planter également une sorte de pommier qui servirait à la fécondation du « Canada ». Les recherches dans ce sens tendent à trouver en même temps un arbre dont le fruit aurait une réelle valeur commerciale.

Si nous passons sur le plan de l'organisation de la vente, nous constatons que depuis 1934 un progrès important a été accompli. Par la création de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes, les producteurs, tout comme les marchands, sont organisés et, de leur entente découlent des avantages certains pour l'une comme pour l'autre partie. L'Office central de l'Union, en qualité de représentant d'un fort groupement peut faire une réclame beaucoup plus étendue en faveur des fruits et légumes. Auparavant, en raison des frais qu'une telle propagande entraînait, elle n'était pas à la portée des intéressés.

L'introduction d'un contrôle général devenait absolument nécessaire. Son fonctionnement ne peut donner lieu qu'à peu de remarques, d'ailleurs de détails, et son organisation sera améliorée encore dans les années qui vont suivre. Il fut possible, grâce au contrôle d'imposer une harasse uniforme à tous les expéditeurs. La posses-

sion d'un matériel d'expédition léger, propre et peu coûteux, qui puisse être envoyé comme «perdu», revêt une importance de tout premier ordre pour un pays producteur. Le triage se complique de plus en plus et à chaque catégorie correspond un emballage spécial. Une amélioration peut encore être apportée dans la présentation des fruits ; un effort se fait dans ce sens.

Ce qui manquera toujours en Valais, c'est la proximité d'une grande ville, dont le marché puisse absorber les fruits d'une qualité inférieure qui ne paient pas les frais de transport. Lorsque la production du canton sera devenue considérable, il sera peut-être utile d'étudier l'installation d'appareils de séchage. De cette façon, le problème de l'utilisation des fruits de second choix trouverait une solution.

Toutes ces diverses organisations ne sont pas encore consacrées par une pratique de plusieurs années, mais en se basant sur les résultats déjà obtenus, on ne peut que bien augurer du développement de l'arboriculture en Valais. Elle est non seulement une culture du temps présent, mais encore la culture de l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- Rapports de gestion du Département de l'Intérieur du Canton du Valais 1850—1935.
- Recueil des Lois, Décrets et Arrêtés du Canton du Valais 1802—1933.
- Collection des «Bulletins officiels» 1933—1936.
- Recensement cantonal des arbres fruitiers — Valais 1926.
- André Leroy*. — Dictionnaire pomologique, Paris 1867.
- Dr Schiner*. — Description du Département du Simplon, Sion 1812.
- Vte Alcide de Forestier*. — Les Alpes pittoresques, description de la Suisse, Paris 1837.
- J. de Torrenté*. — La Société sédunoise d'agriculture et de développement agricole de Sion 1868—1908.
- Catalogue des pommes et poires du Valais 1887.
- Annuaire statistique suisse 1891—1935.
- Travaux statistiques du Canton du Valais — Berne 1908.
(Edité lors de l'Assemblée des statisticiens suisses à Sion 1907).
- Collection de la «Gazette du Valais» de 1855 à 1903.
- Collection du «Villageois» 1871—1888.
- Collection du «Valais agricole» 1903—1936.
- Statuts et protocoles de l'Office Central de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes, 1934.
- Statuts et protocoles de la Fédération valaisanne des producteurs de fruits et légumes, 1934.
- Statuts et protocoles de la Société valaisanne de Pomologie, 1928.
- Statuts de l'Union des expéditeurs de fruits du Valais, 1931.
- Statuts de la Société sédunoise d'agriculture, 1868.
- Statuts de la Société valaisanne d'horticulture, 1910.
- Rapports de l'Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf, 1923—1935.
- Rapports de la Chambre valaisanne de Commerce, 1927—1935.
- Rapports de l'Office Central de l'Union valaisanne pour la vente des fruits et légumes 1934—1935.



